Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 122° — Numero 291

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 22 ottobre 1981

SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

SOMMARIO

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 luglio 1981, n. 591.

Esecuzione del protocollo aggiuntivo alla convenzione europea nel campo dell'informazione sul diritto straniero, adottato a Strasburgo il 15 marzo 1978.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 febbraio 1970, n. 1510, relativo all'esecuzione della convenzione europea nel campo dell'informazione sul diritto straniero, firmata a Londra il 7 giugno 1968;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro degli affari esteri, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia;

Decreta:

Articolo unico

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo aggiuntivo alla convenzione europea nel campo dell'informazione sul diritto straniero, adottato a Strasburgo il 15 marzo 1978, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 7 del protocollo stesso.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 luglio 1981

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO — DARIDA

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *ottobre* 1981
Atti di Governo, registro n. 35, *foglio n.* 21

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION EUROPÉENNE DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION SUR LE DROIT ÉTRANGER

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Vu les dispositions de la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger, ouverte à la signature à Londres le 7 juin 1968, (ci-après dénommée « la Convention »);

Considérant qu'il est opportun d'étendre le système d'entraide internationale établi par cette Convention au domaine pénal et de la procédure pénale, et ce dans un cadre multilatéral ouvert à toutes les Parties Contractantes à la Convention;

Considérant qu'en vue d'éliminer les obstacles de nature économique qui empêchent l'accès à la justice et de permettre à des personnes économiquement défavorisées de mieux faire valoir leurs droits dans les Etats membres, il est également souhaitable d'étendre le système établi par la Convention au domaine de l'assistance judiciaire et de la consultation juridique en matière civile et commerciale;

Constatant que l'article 1, paragraphe 2, de la Convention prévoit que deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir d'étendre, en ce qui les concerne, le champ d'application de la présente Convention à des domaines autres que ceux indiqués dans la Convention;

Constatant que l'article 3, paragraphe 3, de la Convention prévoit que deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir d'étendre, en ce qui les concerne, l'application de la Convention à des demandes émanant d'autorités autres que les autorités judiciaires,

Sont convenus de ce qui suit:

Chapitre I

Article 1

Les Parties Contractantes s'engagent à se fournir, selon les dispositions de la Convention, des renseignements concernant leur droit matériel et procédural, leur organisation judiciaire dans le domaine pénal, y compris le Ministère Public, ainsi que le droit relatif à l'exécution des mesures pénales. Cet engagement s'applique à toute procédure visant des infractions dont la répression est, au moment où les renseignements sont demandés, de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante.

Article 2

Une demande de renseignements sur des points concernant les domaines visés à l'article 1 peut:

a. émaner, outre d'un tribunal, de toute autorité judiciaire compétente en matière de poursuite ou d'exécution des sentences définitives et ayant force de la chose jugée; et

b. être formée, non seulement à l'occasion d'une instance déjà engagée, mais aussi lorsqu'il est envisagé d'engager une poursuite.

Chapitre II

Article 3

Dans le cadre de l'engagement découlant de l'article 1, paragraphe 1, de la Convention, les Parties Contractantes conviennent que la demande de renseignements peut:

a. émaner, outre d'une autorité judiciaire, de toute autorité ou personne agissant dans le cadre d'un système officiel d'assistance judiciaire ou de consultation juridique pour le compte de personnes économiquement défavorisées; et

b. être formée, non seulement à l'occasion d'une instance déjà engagée, mais aussi lorsqu'il est envisagé d'engager une instance.

Article 4

1. Toute Partie Contractante qui n'a pas créé ou désigné un ou plusieurs organes de transmission conformément à l'article 2, paragraphe 2 de la Convention, doit créer ou désigner un tel ou de tels organes chargés de transmettre à l'organe de réception étranger compétent, toute demande de renseignements formée en vertu de l'article 3 du présent Protocole.

2. Toute Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la dénomination et l'adresse de l'organe ou des organes de transmission créés ou désignés en application du paragraphe précédent.

Chapitre III

Article 5

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera lié que par les dispositions du Chapitre I ou par celles du Chapitre II du présent Protocole.

2. Tout Etat ayant fait une telle déclaration pourra ultérieurement à tout moment déclarer par voie de notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qu'il sera lié par l'ensemble des dispositions des Chapitres I et II. Cette notification prendra effet à la date de sa réception.

3. Toute Partie Contractante qui est liée par l'ensemble des dispositions des Chapitres I et II pourra à tout moment déclarer par voie de notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qu'elle ne sera liée que par les dispositions du Chapitre I ou par celles du Chapitre II. Cette notification prendra effet six mois après la date de sa réception.

4. Les dispositions du Chapitre I ou du Chapitre II ne sont applicables qu'entre les Parties Contractantes qui sont liées respectivement par les dispositions du même Chapitre.

Article 6

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la Convention, qui peuvent devenir Parties au Protocole par:

a. la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

b. la signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. Aucun Etat membre du Conseil de l'Europe ne pourra signer le présent Protocole sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le ratifier, accepter ou approuver, sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié ou accepté la Convention.

Article 7

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe seront devenus Parties au Protocole conformément aux dispositions de l'article 6.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera, le Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 8

1. Après l'entrée en vigueur du présent Protocole, tout Etat qui a adhéré à la Convention ou qui aura été invité à y adhérer, pourra être invité par le Comité des Ministres à adhérer également au présent Protocole.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 9

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Protocole.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Protocole, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 10

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation de la Convention entraîne automatiquement la dénonciation du présent Protocole.

Article 11

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la Convention:

a. toute signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

b. toute signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

d. toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à son article 7;

e. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 4;

f. toute déclaration ou notification reçue en application des dispositions de l'article 5;

g. toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 9 et tout retrait d'une telle déclaration;

h. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 10 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Strasbourg, le 15 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du

Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:
Strasbourg, le 17 mars 1978
sous réserve de ratification ou d'acceptation
Otto MASCHKE

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
sous réserve de ratification ou d'acceptation
A. VRANKEN

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:
with reservation in respect of ratification or acceptance
P. von der HUDE

Pour le Gouvernement de la République française:
A. FEQUANT

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

Pour le Gouvernement de la République hellénique:

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:
with reservation in respect of ratification or acceptance
Kirsten OHM

Pour le Gouvernement de la République portugaise:

Pour le Gouvernement du Royaume de l'Espagne:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo.

PROTOCOLLO AGGIUNTIVO ALLA CONVENZIONE EUROPEA NEL CAMPO DELL'INFORMAZIONE SUL DIRITTO STRANIERO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente protocollo,

Viste le disposizioni della « Convenzione Europea » nel campo dell'informazione sul diritto straniero aperta alla sottoscrizione a Londra il 7 giugno 1968 (nel presente atto chiamata « La Convenzione »);

Ritenuto che è opportuno estendere il sistema della reciproca assistenza internazionale creato con la presente Convenzione al campo del diritto e della procedura penale, in un quadro multilaterale aperto a tutte le parti contraenti;

Ritenuto che, allo scopo di eliminare gli ostacoli di natura economica che si frappongono ai procedimenti giudiziari e di consentire, a chi si trovi in posizione di inferiorità per motivi economici, di poter più facilmente esercitare i propri diritti negli Stati membri, è inoltre opportuno estendere il sistema creato con la Convenzione nel campo dell'assistenza giudiziaria e legale in materia civile e commerciale;

Ritenuto che l'art. 1, paragrafo 2, della Convenzione prevede che due o più parti contraenti possono decidere di estendere fra di loro l'ambito della Convenzione a campi diversi da quelli indicati nella Convenzione stessa;

Ritenuto che l'art. 3, paragrafo 3, della Convenzione prevede che due o più parti contraenti possono decidere di estendere fra di esse la Convenzione a domande provenienti da Autorità diverse da quelle giudiziarie;

Hanno concordato quanto segue:

Capitolo I

Articolo 1

Le parti contraenti si impegnano a fornirsi reciprocamente, in conformità alle disposizioni della Convenzione, informazioni sul proprio diritto sostanziale e processuale, sulla organizzazione giudiziaria in materia penale, anche con riferimento alle Autorità inquirenti, e sulle norme di legge relative alla esecuzione delle decisioni di natura penale. Tale impegno si riferisce a tutti i procedimenti relativi a reati il cui perseguimento, al momento della richiesta di informazioni, rientra nei poteri dell'Autorità giudiziaria del Paese richiedente.

Articolo 2

La richiesta di informazioni su questioni inerenti alle materie citate nell'art. 1 può:

a) provenire non soltanto da una Corte o da un Tribunale, ma anche da qualsiasi Autorità giudiziaria competente in materia di perseguimento di reati o di esecuzione di sentenza passate in giudicato;

b) essere fatta non soltanto quando il procedimento è stato effettivamente instaurato, ma anche quando se ne prevede l'instaurazione.

Capitolo II

Articolo 3

Nel quadro dell'impegno contenuto nel paragrafo 1 dell'art. 1 della Convenzione, le parti contraenti dichiarano che le richieste di informazioni possono:

a) provenire non soltanto da una Autorità giudiziaria, ma anche da qualsiasi Autorità o persona che agisca nell'ambito di sistemi ufficiali di assistenza giudiziaria o consulenza legale a favore di persone che si trovino in condizione di debolezza per motivi economici;

b) essere fatte non soltanto quando i procedimenti sono stati effettivamente instaurati, ma anche quando se ne prevede l'instaurazione.

Articolo 4

1. Ogni parte contraente che non abbia creato o designato uno o più organi con il compito di agire in qualità di organi di trasmissione come previsto nel paragrafo 2 dell'art. 2 della Convenzione, deve istituire o designare tale organo o tali organi allo scopo di trasmettere qualsiasi richiesta di informazioni in conformità all'art. 3 del presente protocollo ai competenti organi stranieri preposti alla ricezione.

2. Ciascuna parte contraente deve comunicare al Segretario Generale del Consiglio d'Europa il nome e l'indirizzo dell'ente o degli enti preposti alla trasmissione, costituiti o designati a norma del paragrafo precedente.

Capitolo III

Articolo 5

1. Ogni Stato può, all'atto della sottoscrizione o del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, dichiarare di volere essere vincolato soltanto all'uno o all'altro dei capitoli I o II del presente protocollo.

2. Ogni Stato che abbia fatto tale dichiarazione può, in ogni momento successivo, dichiarare, con atto notificato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di volere essere vincolato dalle norme sia del capitolo I che del capitolo II. La notificazione ha effetto dalla data di ricezione.

3. Ogni parte contraente vincolata dalle norme sia del capitolo I che del capitolo II può in qualsiasi momento dichiarare, con atto notificato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di volere essere vincolata soltanto da uno o dall'altro dei capitoli I e II. La notificazione ha effetto sei mesi dopo la data di ricezione.

4. Le disposizioni dei capitoli I o II, a seconda dei casi, si applicano soltanto fra le parti contraenti vincolate dal capitolo in questione.

Articolo 6

1. Il presente protocollo è aperto alla sottoscrizione degli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della Convenzione, i quali possono divenire parti mediante:

a) sottoscrizione senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

oppure

b) sottoscrizione con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione devono essere depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. Gli Stati membri del Consiglio d'Europa non possono sottoscrivere il presente protocollo senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione, così come non possono ratificarlo, accettarlo o approvarlo, a meno che essi non abbiano, simultaneamente o precedentemente, ratificato o accettato la Convenzione.

Articolo 7

1. Il presente protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data dalla quale tre Stati membri del Consiglio d'Europa saranno divenuti parti secondo l'art. 6.

2. Per gli Stati membri che sottoscriveranno il protocollo successivamente senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione o che lo ratificheranno, accetteranno o approveranno, il protocollo stesso entrerà in vigore tre mesi dopo la data della sottoscrizione o dopo la data di deposito dello strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

Articolo 8

1. Dopo l'entrata in vigore del presente protocollo, ogni Stato che abbia aderito, o che sia stato invitato ad aderire, alla Convenzione può essere invitato dal Comitato dei Ministri ad aderire anche al presente protocollo.

2. L'adesione ha luogo con il deposito presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa di uno strumento di adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del deposito.

Articolo 9

1. Ogni Stato può, al momento della sottoscrizione o del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, specificare il territorio o i territori nei quali il presente protocollo deve avere applicazione.

2. Ogni Stato può, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, oppure in qualsiasi momento successivo, con dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere il presente protocollo a qualsiasi altro territorio specificato nella dichiarazione e dei cui rapporti internazionali esso sia responsabile o in favore del quale esso sia autorizzato ad assumere impegni.

3. Tutte le dichiarazioni fatte ai sensi del paragrafo che precede possono, rispetto al territorio indicato nella dichiarazione stessa, essere ritirate mediante atto notificato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro ha effetto sei mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 10

1. Ogni parte contraente può, per quanto la riguarda, denunciare il presente protocollo con atto notificato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia ha effetto sei mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. La denuncia della Convenzione comporta automaticamente la denuncia del presente protocollo.

Articolo 11

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa deve dare comunicazione agli Stati membri del Consiglio e a tutti gli Stati che abbiano aderito alla Convenzione:

a) di ogni sottoscrizione senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

b) di ogni sottoscrizione con riserva di ratifica, accettazione o approvazione;

c) di ogni deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;

d) della data di entrata in vigore del presente protocollo ai sensi dell'art. 7 dello stesso;

e) di qualsiasi notifica ricevuta ai sensi dell'art. 4;

f) di qualsiasi dichiarazione o notificazione ricevuta ai sensi dell'art. 5;

g) di qualsiasi dichiarazione ricevuta ai sensi dell'art. 9 e di qualsiasi ritiro della predetta dichiarazione;

h) di qualsiasi notifica ricevuta ai sensi dell'art. 10 e della data nella quale la denuncia ha effetto.

IN FEDE, i sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno posto in essere il presente accordo.

FATTO a Strasburgo oggi 15 marzo 1978, nelle lingue inglese e francese, entrambi i testi avendo eguale valore, in un'unica copia che rimarrà depositata negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa trasmetterà copia autentica del presente Protocollo a ciascuno Stato che lo abbia sottoscritto o che vi abbia aderito.

(*Seguono le firme*)

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 ottobre 1981.

Scioglimento del consiglio comunale di Villa Castelli.

Al Presidente della Repubblica

Il consiglio comunale di Villa Castelli (Brindisi) si è dimostrato incapace di provvedere, nei termini prescritti dalle norme vigenti, al fondamentale adempimento della approvazione del bilancio di previsione 1981.

Essendo scaduto il termine entro il quale il predetto bilancio avrebbe dovuto essere approvato, con provvedimento n. 22389 dell'8 agosto 1981, la competente sezione dell'organo regionale di controllo provvedeva alla nomina di un commissario *ad acta* per la predisposizione dello schema di bilancio da sottoporre, poi, all'approvazione del consiglio comunale.

Il citato commissario, con deliberazione 17 agosto 1981, numero 256 provvedeva a tale adempimento.

L'organo regionale di controllo, allora, con provvedimento n. 22727 in data 22 agosto 1981, notificato a tutti i consiglieri, convocava quel civico consesso per i giorni 2-4 settembre 1981 ai fini dell'esame del bilancio, assegnando per tale compito, un termine di dieci giorni decorrenti dalla data della prima convocazione con l'espressa avvertenza che nell'ipotesi di inosservanza si sarebbe provveduto alla deliberazione del bilancio con conseguente scioglimento del consiglio comunale inadempiente.

La riunione del 2 settembre 1981 risultava infruttuosa ai fini dell'approvazione del bilancio e, conseguentemente, la sezione provinciale di controllo, con provvedimento n. 25038 del 12 settembre 1981, inviava un commissario *ad acta* che provvedeva alla approvazione del documento contabile.

Il prefetto di Brindisi, ritenendo essersi verificata l'ipotesi prevista dal quinto comma del citato art. 4 della legge del 1969, n. 964, ha proposto lo scioglimento del predetto consiglio comunale, del quale, intanto, ha disposto la sospensione ai sensi dell'art. 105 regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839.

Si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento atteso che il predetto consiglio comunale non è riuscito a provvedere all'approvazione del bilancio di previsione 1981, anche dopo la scadenza dei termini entro i quali era tenuto a provvedervi tanto da rendere necessario l'intervento sostitutivo da parte dell'organo regionale di controllo.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto col quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Villa Castelli (Brindisi) ed alla nomina di un commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune nella persona del rag. Arnaldo Guido.

Roma, addì 5 ottobre 1981

Il Ministro dell'interno: ROGNONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che il consiglio comunale di Villa Castelli (Brindisi) non è riuscito a provvedere all'approvazione del bilancio di previsione 1981 negligendo così un preciso adempimento prescritto dalla legge, di carattere essenziale ai fini del funzionamento dell'amministrazione;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visti gli articoli 4 della legge 22 dicembre 1969, numero 964, 323 del testo unico della legge comunale e provinciale approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148 e 106 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Villa Castelli (Brindisi) è sciolto.

Art. 2.

Il rag. Arnaldo Guido è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio stesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 8 ottobre 1981

PERTINI

ROGNONI

(6068)

DECRETI MINISTERIALI

MINISTERO DELLA SANITÀ

DECRETO 9 settembre 1981.

Disciplina dell'assicurazione obbligatoria presso il Servizio sanitario nazionale dei cittadini non tenuti alla iscrizione ad un istituto mutualistico di natura pubblica e determinazione del relativo contributo per gli anni 1980 e 1981.

IL MINISTRO DELLA SANITA'

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO DEL TESORO

Vista la legge 23 dicembre 1978, n. 833, istitutiva del Servizio sanitario nazionale;

Visto il primo comma dell'art. 63 della stessa legge, che fissa nei confronti di tutti i cittadini l'obbligo dell'assicurazione contro le malattie a decorrere dal 1° gennaio 1980;

Visto il secondo comma del citato art. 63, secondo il quale i cittadini che non siano tenuti, in base alle leggi vigenti, all'iscrizione ad un istituto mutualistico di natura pubblica, sono obbligatoriamente assicurati, ai fini dell'assistenza di malattia, presso il Servizio sanitario nazionale a decorrere dalla medesima data del 1° gennaio 1980;

Visto il terzo comma dello stesso art. 63, nel testo modificato dall'art. 15 del decreto-legge 1° luglio 1980, n. 285, convertito nella legge 8 agosto 1980, n. 441, che pone a carico dei cittadini assicurati presso il Servizio sanitario nazionale e soggetti all'obbligo della presentazione della dichiarazione dei redditi ai fini dell'imposta sul reddito delle persone fisiche (IRPEF) un con-

tributo annuale per l'assistenza di malattia, valido anche per i familiari che si trovino nelle condizioni indicate dal secondo comma dell'art. 63 sopra richiamato;

Considerato che, ai sensi del quarto comma dell'art. 63 già citato, nel testo modificato dall'art. 15 del decreto-legge 1° luglio 1980, n. 285, convertito nella legge 8 agosto 1980, n. 441, parimenti richiamato, alla determinazione della quota annuale da porre a carico degli interessati si provvede con decreto del Ministro della sanità, da emanarsi di concerto con il Ministro del tesoro, sentito il Consiglio sanitario nazionale;

Visto l'art. 5 del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 663, come integrato dall'art. 1 della legge 29 febbraio 1980, n. 33, di conversione del decreto stesso, secondo il quale il decreto sopra menzionato deve anche stabilire le misure e le modalità della partecipazione alla spesa sanitaria degli stranieri residenti che abbiano chiesto di fruire dell'assistenza sanitaria erogata dal Servizio sanitario nazionale, nonché le rette di degenza da porre a carico degli stranieri presenti nel territorio nazionale che abbiano fruito delle cure urgenti ospedaliere per malattia, infortunio e maternità;

Sentito il Consiglio sanitario nazionale;

Decreta:

Art. 1.

Per gli anni 1980 e 1981 il contributo per l'assicurazione di malattia presso il Servizio sanitario nazionale di cui all'art. 63 della legge 23 dicembre 1978, n. 833, nel testo modificato dall'art. 15 del decreto-legge 1° luglio 1980, n. 285, convertito nella legge 8 agosto 1980, n. 441, è determinato nella misura annua fissa di L. 300.000, maggiorata di un importo pari al 3 per cento del reddito imponibile ai fini dell'IRPEF per ciascuno degli anni cui il contributo si riferisce.

Il contributo non può in alcun caso superare l'ammontare complessivo annuo di L. 1.500.000.

Il contributo è valido anche per i familiari che non siano tenuti, in base alle leggi vigenti, all'iscrizione ad un istituto mutualistico di natura pubblica e non siano soggetti all'obbligo di presentazione della dichiarazione dei redditi ai fini dell'IRPEF.

Art. 2.

Il contributo di cui al precedente art. 1 è dovuto soltanto nella misura ridotta fissa di L. 100.000, per ciascuno degli anni 1980 e 1981, dai cittadini i quali, ancorché soggetti all'obbligo di presentazione della dichiarazione dei redditi ai fini dell'IRPEF, abbiano un reddito complessivo non superiore all'importo della pensione sociale per l'anno cui il contributo si riferisce.

Art. 3.

I soggetti di cui ai precedenti articoli 1 e 2, i quali siano tenuti, per ciascuno degli anni 1980 e 1981, al pagamento dei contributi sociali di malattia per un periodo complessivo annuo superiore a 180 giorni, non hanno l'obbligo del versamento del contributo previsto dagli articoli medesimi. I soggetti i quali, invece, siano tenuti al pagamento dei contributi sociali di malattia per un periodo complessivo annuo fino a 180 giorni, hanno l'obbligo del versamento dei soli contributi fissi stabiliti negli articoli 1 e 2.

Art. 4.

I cittadini stranieri residenti in Italia che, ai sensi dell'art. 5 del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 663, convertito, con modificazioni, dall'art. 1 della legge 29 febbraio 1980, n. 33, abbiano chiesto di fruire dell'assistenza erogata a tutti i cittadini italiani, sono tenuti, se soggetti all'obbligo di presentazione della dichiarazione dei redditi ai fini dell'IRPEF, al versamento, a titolo di partecipazione alla spesa sanitaria, di un contributo annuo nella misura stabilita per i cittadini italiani assicurati presso il Servizio sanitario nazionale. Non si applicano gli articoli 2 e 3 del presente decreto.

I cittadini stranieri residenti in Italia che, ai sensi dell'art. 5 del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 663, convertito, con modificazioni, dall'art. 1 della legge 29 febbraio 1980, n. 33, abbiano chiesto di fruire dell'assistenza erogata a tutti i cittadini italiani, sono tenuti, se non soggetti all'obbligo della presentazione della dichiarazione dei redditi ai fini dell'IRPEF, al versamento, a titolo di partecipazione alla spesa sanitaria, di un contributo annuo di L. 600.000 per ciascuno degli anni 1980 e 1981.

Il contributo di cui ai comma precedenti è valido anche per i familiari a carico. Si considerano familiari a carico quelli per i quali i cittadini stranieri avrebbero diritto a percepire gli assegni familiari di cui al testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 30 maggio 1975, n. 797, e successive modificazioni ed integrazioni.

Art. 5.

I cittadini stranieri presenti nel territorio nazionale che abbiano fruito nei presidi pubblici e convenzionati delle cure urgenti ospedaliere per malattia, infortunio e maternità ai sensi dell'art. 5 del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 663, convertito, con modificazioni, dall'art. 1 della legge 29 febbraio 1980, n. 33, sono tenuti al pagamento della retta giornalierà di degenza nella misura di L. 80.000 per l'anno 1980 e di L. 100.000 per l'anno 1981.

Art. 6.

La partecipazione alla spesa sanitaria dei cittadini italiani e stranieri, compresi i familiari, i quali risiedono in Italia e sono, in esecuzione di trattati bilaterali o multilaterali stipulati dall'Italia, esentati da imposte dirette o contributi sociali di malattia sui salari, emolumenti ed indennità percetti per il servizio prestati in Italia presso missioni diplomatiche o uffici consolari, sedi o rappresentanze di organismi o di uffici internazionali, o Stati esteri, è regolata mediante convenzioni tra il Ministero della sanità, sentito il Ministero del tesoro, e gli organi competenti delle predette missioni, sedi o rappresentanze e Stati.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 9 settembre 1981

Il Ministro della sanità
ALTISSIMO

Il Ministro del tesoro
ANDREATTA

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *ottobre* 1981
Registro n. 6 *Sanità, foglio n.* 29

(6071)

DECRETO 24 settembre 1981.

Modalità di riscossione dei contributi dovuti dai cittadini tenuti all'assicurazione obbligatoria presso il Servizio sanitario nazionale.

IL MINISTRO DELLA SANITA'

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

E

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visto il primo comma dell'art. 63 della legge 23 dicembre 1978, n. 833, che fissa nei confronti di tutti i cittadini l'obbligo della assicurazione contro le malattie a decorrere dal 1° gennaio 1980;

Visto il secondo comma del citato art. 63, secondo il quale i cittadini che non siano tenuti in base alle leggi vigenti alla iscrizione ad un istituto mutualistico di natura pubblica sono obbligatoriamente assicurati presso il Servizio sanitario nazionale;

Visto il terzo comma dello stesso art. 63, nel testo modificato dall'art. 15 del decreto-legge 1° luglio 1980, n. 285, convertito nella legge 8 agosto 1980, n. 441, secondo il quale, a decorrere dall'anzidetta data del 1° gennaio 1980, i cittadini di cui sopra soggetti all'obbligo della presentazione della dichiarazione dei redditi ai fini dell'IRPEF sono tenuti a versare un contributo annuo per l'assistenza di malattia, valido anche per i familiari che si trovino nelle medesime condizioni;

Considerato che, in virtù del già citato terzo comma dell'art. 63, gli adempimenti per la riscossione e il recupero in via giudiziale del contributo di cui trattasi sono affidati all'INPS, che vi provvede secondo norme e procedure da fissare con decreto del Ministro della sanità, di concerto con il Ministro del lavoro e della previdenza sociale e il Ministro delle finanze;

Ritenuto quindi di dover procedere alla individuazione delle norme e procedure di cui trattasi;

Decreta:

Art. 1.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale provvede alla riscossione e al recupero in via giudiziale dei contributi per l'assicurazione di malattia di cui all'art. 63 della legge 23 dicembre 1978, n. 833, nel testo modificato dall'art. 15 del decreto-legge 1° luglio 1980, n. 285, convertito nella legge 8 agosto 1980, n. 441, e all'art. 5 del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 663, come integrato dall'art. 1 della legge 29 febbraio 1980, n. 33, di conversione del decreto stesso, secondo le norme e procedure stabilite con il presente decreto.

I cittadini e gli stranieri che si trovino, a decorrere dal 1° gennaio 1980, nelle condizioni previste dalle anzidette disposizioni di legge sono tenuti a versare all'Istituto nazionale della previdenza sociale, nei termini e secondo le modalità di cui ai successivi articoli 2 e 3, il contributo indicato al precedente comma nella misura annualmente determinata con decreto del Ministro della sanità di concerto con il Ministro del tesoro, ai sensi del quarto comma dell'art. 63 della citata legge n. 833/1978 nel testo modificato dall'art. 15 del decreto-legge 1° luglio 1980, n. 285, convertito nella legge 8 agosto 1980, n. 441.

Art. 2.

La contribuzione di malattia a carico dei soggetti indicati al precedente art. 1 è effettuata, relativamente all'anno 1980, in unica soluzione entro il 31 ottobre 1981.

La contribuzione relativa agli anni successivi al 1980 è effettuata, a titolo di acconto, mediante versamento, entro il 31 dicembre dell'anno di competenza, di una somma pari all'importo del contributo dovuto per l'anno precedente. Il saldo, fino a concorrenza della misura integrale del contributo effettivamente dovuto, è effettuato entro il 30 giugno dell'anno successivo a quello di competenza.

Qualora il saldo evidenzi un credito a favore del soggetto obbligato, l'Istituto nazionale della previdenza sociale è tenuto, su istanza documentata dell'interessato, al rimborso della eventuale eccedenza.

Art. 3.

Ai fini del versamento in acconto e a saldo del contributo di malattia, i soggetti obbligati possono avvalersi degli ordinari bollettini di versamento in conto corrente postale, avendo cura di indicare, oltre al numero dello speciale conto intestato agli uffici dell'Istituto nazionale della previdenza sociale, i seguenti dati:

a) cognome e nome;

b) luogo e data di nascita;

c) residenza;

d) sesso;

e) codice fiscale;

f) redditi complessivo ed imponibile dichiarati ai fini dell'IRPEF per l'anno cui il contributo si riferisce, ovvero redditi dichiarati per l'anno precedente se trattasi di versamento in acconto.

L'omessa o infedele denuncia dei dati sopra indicati comporta l'applicazione delle sanzioni di cui al terzo comma dell'art. 63 della legge 23 dicembre 1978, n. 833, nel testo modificato dall'art. 15 del decreto-legge 1° luglio 1980, n. 285, convertito nella legge 8 agosto 1980, n. 441.

Art. 4.

Per la segnalazione all'Istituto nazionale della previdenza sociale dei soggetti tenuti al pagamento del contributo di malattia il Ministero delle finanze trasmette al predetto Istituto:

a) entro il 30 settembre 1981, i dati desunti dalla rilevazione del codice statistico « posizione sanitaria nazionale » contenuto del modello 740/1980, relativo ai redditi 1979;

b) entro 60 giorni dalla chiusura degli adempimenti di liquidazione delle dichiarazioni annuali dei redditi e, in unica soluzione, i seguenti elementi identificativi della posizione contributiva dei soggetti obbligati:

1) cognome e nome;
2) codice fiscale;
3) data di nascita;
4) sesso;
5) comune e provincia di nascita;
6) residenza;
7) domicilio fiscale;
8) reddito complessivo e reddito imponibile così come risultano dopo la liquidazione effettuata dagli uffici finanziari.

Il Ministero delle finanze comunica altresì all'Istituto nazionale della previdenza sociale, entro sei mesi dal compimento del quinquennio di scadenza del termine annuale per la presentazione delle dichiarazioni di redditi ai fini dell'IRPEF, le variazioni degli elementi sopra specificati conseguenti agli accertamenti effettuati dagli uffici finanziari.

Le segnalazioni di cui ai commi precedenti operano attraverso la messa a disposizione dei supporti magnetici e dei relativi tabulati.

Entro 60 giorni dalla ricezione dei dati di cui alla lettera *b*) del primo comma, l'Istituto nazionale della previdenza sociale comunica al Ministero delle finanze il codice fiscale degli eventuali contribuenti paganti che non figurino tra quelli ivi individuati. Il Ministero delle finanze, entro i successivi 60 giorni, integra le segnalazioni comunicando all'Istituto nazionale della previdenza sociale gli elementi identificativi della posizione contributiva dei soggetti interessati, in quanto abbiano presentato dichiarazione dei redditi. Anche le segnalazioni di cui al presente comma operano attraverso la messa a disposizione dei supporti magnetici e dei relativi tabulati.

Per gli anni 1980 e 1981 i controlli in ordine alla regolarità dei versamenti di cui all'art. 63 della legge 23 dicembre 197, n. 833, sono effettuati dall'Istituto nazionale della previdenza sociale a campione.

Art. 5.

I cittadini stranieri residenti in Italia che non siano tenuti alla presentazione della dichiarazione dei redditi ai fini dell'IRPEF, debbono esibire alle strutture del Servizio sanitario nazionale competenti a ricevere la richiesta di assistenza la documentazione attestante l'avvenuto pagamento dall'Istituto nazionale della previdenza sociale del contributo annuale fissato con il decreto interministeriale di cui al precedente art. 1.

Art. 6.

Per quanto attiene le modalità e i termini di versamento all'apposito capitolo dello stato di previsione dell'entrata del bilancio dello Stato dei contributi riscossi dall'Istituto nazionale della previdenza sociale ai sensi del presente decreto, valgono le modalità e i termini nonché le procedure previste dall'art. 3 del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 663, convertito con modificazioni nella legge 29 febbraio 1980, n. 33, per i contributi di competenza degli enti di malattia soppressi.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 24 settembre 1981

Il Ministro della sanità
ALTISSIMO

Il Ministro del lavoro e della previdenza sociale
DI GIESI

Il Ministro delle finanze
FORMICA

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *ottobre* 1981
Registro n. 6 *Sanità, foglio n.* 30

(6072)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

DECRETO 1° settembre 1981.

Tariffe relative al traffico svolto sulla rete di telecomunicazioni interbancaria Swift.

IL MINISTRO
DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO DEL TESORO

Visto l'art. 8 del testo unico delle disposizioni legislative in materia postale, di bancoposta e di telecomunicazioni approvato con decreto del Presidente della Repubblica 29 marzo 1973, n. 156;

Visto l'accordo istitutivo della Conferenza europea delle poste e delle telecomunicazioni (CEPT), con annesso regolamento interno e protocollo finale, firmato a Montreux il 26 giugno 1959 e reso esecutivo con decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1960, n. 774;

Visti gli avis D.1 e D.300 R del Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.), che hanno fissato, rispettivamente, i principi generali per la locazione di circuiti internazionali di telecomunicazioni ad uso privato, le quote parti di ripartizione e le tasse di percezione nelle relazioni tra Paesi europei e del bacino mediterraneo;

Vista la recommendation T/PGT 10 della Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (C.E.P.T.), relativa ai principi generali per la locazione di circuiti di telecomunicazione e la costituzione di reti internazionali ad uso privato;

Visto l'avis D.6 del C.C.I.T.T., che ha fissato i principi generali relativi alla fornitura di mezzi internazionali di telecomunicazione a organismi costituiti per disporre sul piano internazionale a bisogni specifici dei loro membri in materia di comunicazioni e, in particolare, introduce il criterio di tariffazione a volume del traffico svolto sulle reti internazionali ad uso privato;

Visti i decreti ministeriali 26 agosto 1977 e 14 novembre 1980 pubblicati, rispettivamente, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 324 del 28 novembre 1977 e n. 314 del 15 novembre 1980, con i quali sono stati fissati i canoni per la cessione a privati di mezzi trasmissivi internazionali nell'ambito della regione Europa e del bacino del Mediterraneo;

Visto il decreto ministeriale 12 marzo 1981, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 88 del 30 marzo 1981, che ha fissato i nuovi canoni dovuti dai terzi a titolo d'uso esclusivo di circuiti internazionali di telecomunicazioni, nonché le zone di raggruppamento tariffario ed i coefficienti di moltiplicazione a seconda del tipo di circuito e di utilizzazione dello stesso;

Visto il progetto di costituzione di una rete internazionale di telecomunicazioni interbancaria gestita dalla società Swift (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), approvato dalle amministrazioni CEPT nel corso della riunione straordinaria tenutasi a Parigi dal 27 al 29 maggio 1975;

Vista la decisione adottata dalla commissione «Telecomunicazioni» della CEPT, nella riunione straordinaria di Parigi (19/20 maggio 1976), che ha fissato il livello delle tariffe da applicare alla rete Swift;

Vista la decisione adottata dalla commissione « Telecomunicazioni » della CEPT, nella riunione straordinaria di Liegi (19/23 giugno 1978), che ha modificato il livello delle tariffe da applicare alla rete medesima per il periodo dal 1° gennaio 1978 al 30 giugno 1979;

Vista la decisione adottata dalla stessa commissione « Telecomunicazioni » della CEPT, nella riunione straordinaria di Ostenda (6/15 giugno 1979), con la quale il periodo transitorio per la sperimentazione delle tariffe Swift è stato prorogato fino al 31 dicembre 1980;

Vista la decisione adottata dalla commissione « Telecomunicazioni » medesima nel corso della X sessione ordinaria della CEPT (Bruxelles, 10/21 marzo 1980), con la quale è stato deciso di modificare i livelli delle tariffe intercontinentali, demandando la fissazione della relativa decorrenza alla procedura dell'approvazione per corrispondenza;

Vista la comunicazione del presidente della commissione « Telecomunicazioni » della CEPT, con la quale il presidente di detto organismo ha notificato che, in base alle risultanze della consultazione svolta tra le amministrazioni CEPT, la decorrenza del nuovo livello delle tariffe intercontinentali ha effetto dal 1° gennaio 1981;

Visti i decreti ministeriali 20 giugno 1978 e 25 febbraio 1981, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 177 e 88 del 27 giugno 1978 e 30 marzo 1981, con i quali è stato fissato il controvalore del franco-oro in lire italiane;

Visti i pareri favorevoli espressi dal consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni nelle adunanze n. 1358, 1367 e 1421, rispettivamente, del 24 settembre 1975, 16 gennaio 1976 e 5 ottobre 1977, in ordine alla costituzione della predetta rete internazionale interbancaria Swift ed ai livelli tariffari approvati in sede CEPT;

Sentito il consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

Per il traffico svolto sulla tratta internazionale italiana della rete di telecomunicazioni interbancaria Swift si applica la seguente tariffa binaria, di spettanza dell'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni:

a) tariffa fissa, pari al 60% dei canoni di locazione, tassati con coefficiente 1, delle tratte internazionali italiane dei circuiti messi a disposizione della società Swift nelle relazioni internazionali interessate;

b) tariffa per ogni messaggio standard di 350 caratteri, trasmesso o ricevuto;

fino al 31 dicembre 1977:

cts. fr. oro 3,5 per le relazioni fra i Paesi della CEPT;

cts. fr. oro 25 per le relazioni intercontinentali;

dal 1° gennaio 1978 al 31 dicembre 1980:

cts. fr. oro 2,5 per le relazioni fra i Paesi della CEPT;

cts. fr. oro 12,5 per le relazioni intercontinentali;

dal 1° gennaio 1981:

cts. fr. oro 2,5 per le relazioni fra i Paesi della CEPT;

cts. fr. oro 10 per le relazioni intercontinentali.

Art. 2.

Qualora l'importo dovuto dalla società Swift sulla base della predetta tariffa binaria sia inferiore all'importo complessivo degli interi canoni di locazione (coefficiente 1), di cui alla lettera *a*) del precedente art. 1, si applicano questi ultimi, a titolo di traffico minimo garantito.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 1° settembre 1981

Il Ministro
delle poste e delle telecomunicazioni
GASPARI

Il Ministro del tesoro
ANDREATTA

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *ottobre* 1981
Registro n. 31 *Poste, foglio n.* 16

(6104)

DECRETO 2 settembre 1981.

Canoni e tariffe concernenti il servizio di trasmissione dati sulla rete Euronet.

IL MINISTRO
DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO DEL TESORO

Visti gli articoli 8 e 263 del testo unico delle disposizioni legislative in materia postale, di bancoposta e di telecomunicazioni approvato con decreto del Presidente della Repubblica 29 marzo 1973, n. 156;

Vista la convenzione stipulata in data 11 dicembre 1975 a Malmoe, approvata con decreto ministeriale 30 novembre 1978, con la quale le Amministrazioni P.T. dei nove Paesi della Comunità economica europea, tra cui quella italiana, hanno costituito un consorzio per la istallazione e l'esercizio di una rete di telecomunicazioni per la trasmissione dati - Euronet - affidando alla Amministrazione P.T. francese la rappresentanza delle altre amministrazioni;

Vista la delibera del comitato di gestione della rete di telecomunicazioni Euronet del 19 ottobre 1978, che ha approvato le tariffe internazionali di utilizzazione della rete stessa espresse in DTS (diritti speciali di prelievo) (documento CG/Euronet/77/12/12);

Vista la delibera del comitato di gestione della rete Euronet che ha approvato la variazione, a partire dal 1° luglio 1981, dei livelli delle tariffe internazionali di

utilizzazione della rete stessa e delle quote di ripartizione tra Amministrazioni P.T. (documento CG/Euronet/80/23/3 del 24 dicembre 1980);

Riconosciuta l'esigenza di fissare le tariffe di percezione sull'utenza italiana, facendo riferimento al controvalore del DTS in lire italiane secondo le indicazioni del Fondo monetario internazionale (F.M.I.) ed in particolare, per il periodo dal 31 marzo 1980 — data di apertura commerciale della rete Euronet — al 31 maggio 1981 — data in cui può ritenersi esaurito il ciclo propriamente sperimentale del servizio — al controvalore riferito al giorno 31 marzo 1980 (1 DTS = L. 1.123,87) e, per il periodo a partire dal 1° giugno 1981, al controvalore riferito a quest'ultima data (1 DTS = L. 1.355,71);

Vista la convenzione Ministero delle poste e delle telecomunicazioni/SIP, approvata con decreto del Presidente della Repubblica 6 marzo 1968, n. 427;

Vista la convenzione Ministero delle poste e delle telecomunicazioni/SIP, approvata con decreto ministeriale 7 agosto 1980 e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 309 dell'11 novembre 1980, che disciplina il servizio di trasmissione dati su rete telefonica a commutazione e su circuiti ad uso esclusivo;

Sentito il Consiglio superiore tecnico delle poste, delle telecomunicazioni e dell'automazione, per quanto attiene alle norme tecniche;

Sentito il consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

Le tariffe e i canoni internazionali dovuti dall'utenza per effettuare trasmissione dati sulla rete Euronet ed il criterio di ripartizione degli stessi tra l'Amministrazione P.T. italiana e le Amministrazioni P.T. estere interessate sono stabiliti nell'unita tabella, che costituisce parte integrante del presente decreto.

Art. 2.

In aggiunta alle tariffe ed ai canoni di cui al precedente articolo, previsti a seconda del tipo d'accesso alla rete Euronet, sono dovuti i canoni e le tariffe in vigore in ambito nazionale per la trasmissione dati effettuata, rispettivamente, su rete telefonica a commutazione e a mezzo di circuiti ad uso esclusivo.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 2 settembre 1981

Il Ministro delle poste e delle telecomunicazioni
GASPARI

Il Ministro del tesoro
ANDREATTA

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *ottobre* 1981
Registro n. 31 *Poste, foglio n.* 15

TABELLA

PARTE PRIMA

TARIFFE E CANONI INTERNAZIONALI DOVUTI DALLA UTENZA PER TRASMISSIONE DATI SULLA RETE EURONET

1. COMUNICAZIONI VIRTUALI.

1.1. *Accesso a mezzo collegamenti diretti*:

a) tariffa sulla durata (tempo d'impegno della rete), per minuto o frazione:

velocità di trasmissione 300/600/1200 bit/sec.:

fino al 30 maggio 1981	L.	27,50
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	»	33,20
dal 1° luglio 1981	»	33,20

velocità di trasmissione 2400/4800/9600 bit/sec.:

fino al 30 maggio 1981	L.	36,80
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	»	44,30
dal 1° luglio 1981	»	33,20

b) tariffa sul volume di traffico, per gruppo di 10 segmenti o frazione (1 segmento = 64 ottetti):

fino al 30 maggio 1981	L.	18,40
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	»	22,10
dal 1° luglio 1981	»	24,40

1.2. *Accesso tramite rete telefonica a commutazione*:

a) tariffa sulla durata (tempo d'impegno della rete), per minuto o frazione:

velocità di trasmissione 300/600/1200 bit/ sec.:

fino al 30 maggio 1981	L.	27,50
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	»	33,20
dal 1° luglio 1981	»	33,20

b) tariffa sul volume di traffico, per gruppo di 10 segmenti o frazione (1 segmento = 64 ottetti):

fino al 30 maggio 1981	L.	18,40
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	»	22,10
dal 1° luglio 1981	»	24,40

c) tariffa per l'uso del modem installato nel nodo di commutazione, per ogni minuto o frazione:

fino al 30 maggio 1981	L.	9,20
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	»	11,10
dal 1° luglio 1981	»	11,10

2. CIRCUITI VIRTUALI PERMANENTI.

2.1. *Accesso a mezzo collegamenti diretti per velocità di trasmissione a* 2400/4800/9600 *bit/sec.*:

a) tariffa forfettaria mensile sulla durata (tempo di impegno della rete):

fino al 30 maggio 1981	L.	264.110
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	»	318.595
dal 1° luglio 1981	»	318.595

b) tariffa sul volume di traffico, per gruppo di 10 segmenti o frazione (1 segmento = 64 ottetti):

fino al 30 maggio 1981	L.	18,40
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	»	22,10
dal 1° luglio 1981	»	24,40

3. ACCESSO MULTI-LINEA:

In caso di più accessi fisici su più circuiti indipendenti, trattati in parallelo, sono dovute, per ogni accesso, le tariffe ordinarie sulla durata e sul volume.

4. ACCESSO MULTI-CANALE:

In caso di più comunicazioni virtuali simultanee, o per più circuiti virtuali permanenti stabiliti simultaneamente su una stessa linea d'accesso, è dovuto, in aggiunta alle tariffe ordinarie sulla durata e sul volume, un canone forfettario mensile per ogni canale logico così determinato:

fino al 30 maggio 1981	L.	1.835
dal 1° giugno 1981 al 30 maggio 1981	»	2.215
dal 1° luglio 1981	»	2.215

5. GRUPPO CHIUSO DI UTENTI:

Qualora determinati utenti si costituiscano in gruppo chiuso al fine di limitare le ricetrasmissioni tra loro con preclusione per altri utenti, è dovuto, per il necessario condizionamento tecnico della rete, in aggiunta alle tariffe ordinarie sulla durata e sul volume, il seguente canone mensile per ogni utente in gruppo chiuso:

fino al 30 maggio 1981	L. 1.835
dal 1° giugno 1981 al 30 giugno 1981	» 2.215
dal 1° luglio 1981	» 2.215

6. MEMORIZZAZIONE INDIRIZZO D'UTENTE:

per ogni indirizzo d'utente è dovuto un canone mensile di . . . . L. 10.000

7. TARIFFE RIDOTTE:

Ad esclusione della tariffa forfettaria di cui al punto 2.1., lettera *a*), e dei canoni di cui ai punti 5 e 6, nei giorni di sabato e di domenica e dalle ore 19 alle ore 7 degli altri giorni della settimana, le tariffe ordinarie sulla durata e sul volume vengono ridotte nella seguente misura:

a) tariffa sulla durata = 80 % della tariffa ordinaria;
b) tariffa sul volume = 66,66 % della tariffa ordinaria.

PARTE SECONDA

CRITERIO DI RIPARTIZIONE TRA AMMINISTRAZIONI P.T DELLE TARIFFE INTERNAZIONALI SUL VOLUME

1. NELLE RELAZIONI SENZA PAESI DI TRANSITO:

al Paese d'origine:	
fino al 30 giugno 1981	60 %
dal 1° luglio 1981	50 %
al Paese di destinazione:	
fino al 30 giugno 1981	40 %
dal 1° luglio 1981	50 %

2. NELLE RELAZIONI CON TRANSITO IN UNO O PIU' PAESI:

al Paese d'origine:	
fino al 30 giugno 1981	50 %
dal 1° luglio 1981	40 %
ai Paesi di transito in totale:	
fino al 30 giugno 1981	20 %
dal 1° luglio 1981	20 %
al Paese di destinazione:	
fino al 30 giugno 1981	30 %
dal 1° luglio 1981	40 %

Il Ministro delle poste e delle telecomunicazioni
GASPARI

(6103)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

DECRETO 15 ottobre 1981.

Modalità per la presentazione della domanda di riconoscimento delle organizzazioni degli olivicoltori ai fini dell'aiuto alla produzione dell'olio di oliva per la campagna 1981-82.

IL MINISTRO
DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Visto il regolamento (CEE) n. 136/66 del Consiglio del 22 settembre 1966, come modificato dal regolamento (CEE) n. 1562/78 del Consiglio del 29 giugno 1978 ed in particolare l'art. 5, con il quale viene istituito un aiuto alla produzione dell'olio d'oliva;

Visto il regolamento (CEE) n. 2028/81 del Consiglio del 13 luglio 1981, con il quale viene stabilito tra l'altro l'importo del suddetto aiuto per la campagna di commercializzazione 1981-82;

Visto il regolamento (CEE) n. 1917/80 del Consiglio del 15 luglio 1980, che modifica il citato regolamento (CEE) n. 136/66 ed il regolamento (CEE) n. 1360/78 concernente le associazioni dei produttori e le relative unioni;

Atteso che la regolamentazione comunitaria concernente le misure speciali per le organizzazioni dei produttori olivicoli è attualmente in corso di approvazione e pubblicazione;

Visto il decreto-legge 18 dicembre 1980, n. 1012, convertito, con modificazioni, nella legge 12 febbraio 1971, n. 8, concernente tra l'altro la corresponsione dell'aiuto comunitario alla produzione dell'olio d'oliva;

Visto il decreto ministeriale 25 novembre 1980, relativo al riconoscimento, per la campagna 1980-81, di organizzazioni di produttori olivicoli, ai soli fini della concessione dell'aiuto alla produzione dell'olio d'oliva;

Considerata l'urgenza di dover emanare per la campagna 1981-82 le disposizioni per il riconoscimento delle organizzazioni di produttori olivicoli, ai soli fini dell'ammissione a beneficiare dell'aiuto alla produzione dell'olio d'oliva in base alla effettiva quantità di olio prodotto da ciascun produttore;

Decreta:

Art. 1.

Ogni organizzazione di produttori di olive e di olio, legalmente costituita entro il 1° ottobre 1981, che sia in possesso di tutti i requisiti e condizioni previsti dall'emananda regolamentazione comunitaria e che intende conseguire per i propri soci l'aiuto alla produzione di cui all'art. 5 del regolamento (CEE) n. 136/66 del Consiglio del 22 settembre 1966, come modificato dal regolamento (CEE) n. 1562/78 del 29 giugno 1978, deve ottenere la preventiva attestazione statale della sussistenza dei prescritti requisiti e condizioni.

La relativa verifica compete al Ministero dell'agricoltura e delle foreste - Direzione generale della tutela economica dei prodotti agricoli, al quale deve essere presentata apposita domanda entro e non oltre il termine che sarà previsto dalla citata disciplina comunitaria.

A corredo di detta domanda, redatta su carta da bollo ed a firma del legale rappresentante dell'organizzazione richiedente, deve essere prodotta la seguente documentazione:

a) copia autentica dell'atto costitutivo e del vigente statuto sociale;

b) copia autentica della deliberazione del consiglio di amministrazione o del comitato direttivo o di altro organo collegiale, dotato dei necessari poteri, con la quale si autorizza la presentazione della domanda;

c) nota descrittiva particolareggiata della consistenza organizzativa e della struttura operativa di cui l'organizzazione richiedente dispone, atta a dimostrare la capacità di espletare le verifiche previste dalla normativa comunitaria;

d) elenco aggiornato dei soci, con le rispettive date di nascita, in estratto autentico e leggibile dall'apposito libro sociale, con l'aggiunta dell'indicazione dell'ubicazione delle relative aziende olivicole;

e) elenco aggiornato, per ogni organismo associativo aderente all'organizzazione istante, dei rispettivi soci, in estratto autentico dall'apposito libro sociale, con le integrazioni di cui alla precedente lettera *d*);

f) per ogni produttore, che aderiva per la campagna 1980-81 ad altra organizzazione riconosciuta, con decreto ministeriale 25 novembre 1980, una dichiarazione rilasciata dal produttore stesso ed a firma autenticata nelle forme di legge, con la quale, oltre ad indicare la data di presentazione della relativa domanda di recesso, si sollevano i competenti organi amministrativi da qualsiasi conseguente responsabilità attinente al pagamento dell'aiuto alla produzione dell'olio d'oliva per la campagna 1980-81. Nel caso di recesso di organismo associativo detta dichiarazione deve essere rilasciata dal relativo rappresentante legale.

Nell'ipotesi che il riconoscimento dovesse basarsi sul volume minimo di produzione di olio, all'elenco dei soci deve essere allegata un'attestazione responsabilmente rilasciata dall'organizzazione richiedente, da cui risulti per ciascun socio la consistenza colturale olivicola, espressa in ettari e distinta in specializzata e promiscua.

Art. 2.

Ai fini della riconferma per la campagna di commercializzazione 1981-82 del riconoscimento ad essere ammessa a beneficiare dell'aiuto in base alla effettiva quantità di olio prodotto, ciascuna delle organizzazioni di olivicoltori di cui al decreto ministeriale 25 novembre 1980 deve presentare, entro e non oltre il termine indicato dalla relativa disciplina comunitaria, al Ministero dell'agricoltura e delle foreste - Direzione generale della tutela economica dei prodotti agricoli:

a) dichiarazione, a firma autentica e sotto la personale responsabilità del proprio legale rappresentante, con la quale si dà attestazione della sussistenza, anche per la campagna 1981-82, dei requisiti e condizioni di cui alla regolamentazione comunitaria, che ne legittimarono l'ammissione per la precedente campagna 1980-81;

b) elenco dei produttori, con l'indicazione delle complete generalità personali e dell'ubicazione delle rispettive aziende olivicole, che hanno ottenuto il recesso dalla organizzazione interessata;

c) per ogni produttore olivicolo, che aderiva per la campagna 1980-81 ad altra organizzazione riconosciuta, una dichiarazione rilasciata dal produttore stesso ed a firma autenticata nelle forme di legge, con la quale, oltre ad indicare la data di presentazione della relativa domanda di recesso, si sollevano i competenti organi amministrativi da qualsiasi conseguente responsabilità attinente al pagamento dell'aiuto alla produzione dell'olio d'oliva per la campagna 1981-82. Nel caso di recesso da parte di organismo associativo detta dichiarazione deve essere rilasciata dal relativo rappresentante legale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 15 ottobre 1981

Il Ministro: BARTOLOMEI

(6124)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

DECRETO 15 settembre 1981.

Campo di applicazione dei tassi di premio per brevi durate contrattuali relativamente a tariffe di assicurazione sulla vita autorizzate alla S.p.a. Compagnia di assicurazione di Milano.

IL MINISTRO DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 13 febbraio 1959, n. 449, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, e le succesive disposizioni modificative ed integrative;

Vista la lettera del 10 giugno 1981 della società per azioni Compagnia di assicurazione di Milano, con sede in Milano, intesa a definire il campo di applicazione dei tassi di premio relativi alle durate contrattuali da due a nove anni, delle tariffe di assicurazione sulla vita fruenti della « clausola di partecipazione garantita agli utili di investimento », approvata con decreto ministeriale 30 settembre 1981;

Decreta:

Il campo di applicazione dei tassi di premio, relativi a durate contrattuali da due a nove anni, delle tariffe di assicurazione sulla vita fruenti della « clausola di partecipazione garantita agli utili di investimento », approvata per la predetta società con decreto ministeriale 30 settembre 1981, viene definito come segue:

« I predetti tassi di premio sono applicabili alle seguenti polizze:

1) polizze suppletive ad integrazione della polizza base che conservino la stessa scadenza contrattuale o del periodo di differimento, purché l'ammontare delle prestazioni, globalmente assicurate dalla polizza base e da quelle suppletive, non superi l'importo che si otterrebbe adeguando la prestazione annuale della polizza base all'intero aumento del costo della vita verificatosi fino a quella data;

2) polizze emesse in sostituzione di contratti precedenti, a condizione che la durata della nuova polizza non sia inferiore a quella residua della polizza trasformata o alla minore delle durate residue qualora vengano trasformate più polizze intestate allo stesso contraente;

3) polizze per contratti in forma collettiva o comunque per affari in via unitaria nei confronti di appartenenti a gruppi, ove per gruppo si intende un insieme di persone legate da interessi comuni non necessariamente di natura economica, a condizione che nello ambito di tale gruppo le durate brevi non siano prevalenti;

4) polizze individuali nel caso di assicurandi la cui età alla scadenza contrattuale o al termine del periodo di differimento non sia inferiore a 60 anni, se di sesso maschile, ed a 55 anni, se di sesso femminile ».

Roma, addì 15 settembre 1981

Il Ministro: MARCORA

(5982)

COMUNITÀ EUROPEE

Provvedimenti pubblicati nella « Gazzetta Ufficiale » delle Comunità europee

Regolamento (CEE) n. 2917/81 della commissione, del 9 ottobre 1981, che fissa i prelievi all'importazione applicabili ai cereali, alle farine, alle semole e ai semolini di frumento o di segala.

Regolamento (CEE) n. 2918/81 della commissione, del 9 ottobre 1981, che fissa i supplementi da aggiungere ai prelievi alla importazione per i cereali, le farine e il malto.

Regolamento (CEE) n. 2919/81 della commissione, dell'8 ottobre 1981, che fissa i prezzi limite e i prelievi nel settore delle uova.

Regolamento (CEE) n. 2920/81 della commissione, dell'8 ottobre 1981, che fissa i prezzi limite e i prelievi nel settore del pollame.

Regolamento (CEE) n. 2921/81 della commissione, dell'8 ottobre 1981, che fissa i prezzi limite e le imposte all'importazione per l'ovoalbumina e la lattoalbumina.

Regolamento (CEE) n. 2922/81 della commissione, del 9 ottobre 1981, che fissa i prelievi all'importazione per lo zucchero bianco e lo zucchero greggio.

Rettifica al regolamento (CEE) n. 2901/81 della commissione, del 7 ottobre 1981, che fissa gli importi compensativi monetari, nonché taluni coefficienti e tassi necessari per la loro applicazione pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » n. L 288 dell'8 ottobre 1981.

Pubblicati nel n. L 290 *del* 10 *ottobre* 1981.

(283/C)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Entrata in vigore della convenzione tra l'Italia e la Tunisia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire l'evasione fiscale, firmata a Tunisi il 16 maggio 1979.

Il 17 settembre 1981, in base ad autorizzazione disposta con legge 25 maggio 1981, n. 388, pubblicata nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 202 del 24 luglio 1981, è stato effettuato a Roma, presso il Ministero degli affari esteri, lo scambio degli strumenti di ratifica della convenzione tra l'Italia e la Tunisia per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire l'evasione fiscale, firmata a Tunisi il 16 maggio 1979.

Conformemente alle disposizioni dell'art. 28, la convenzione è entrata in vigore il 17 settembre 1981.

(5818)

Aggiunta di nuove zone alla lista delle zone umide italiane di cui alla convenzione relativa alle zone umide di importanza internazionale sopratutto come habitat degli uccelli acquatici, firmata a Ramsar il 2 febbraio 1971.

A seguito del comunicato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 130 del 14 maggio 1977 (pag. 3448), concernente l'entrata in vigore della convenzione relativa alle zone umide di importanza internazionale sopratutto come habitat degli uccelli acquatici, firmata a Ramsar il 2 febbraio 1971 (resa esecutiva con decreto del Presidente della Repubblica 13 marzo 1976, n. 448, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 173 del 3 luglio 1976) e dei comunicati relativi ad aggiunte di nuove zone umide, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* n. 40 del 9 febbraio 1978 (pag. 1013), n. 131 del 13 maggio 1978 (pag. 3450) e n. 248 del 10 settembre 1979 (pag. 7568), si informa che, ai sensi dell'art. 2, par. 5, della convenzione stessa, è stata notificata all'Unione internazionale per la conservazione della natura-UICN, con sede a Gland, l'aggiunta alle prime 25 zone umide, già designate dall'Italia, per l'inserimento nell'elenco delle zone umide di importanza internazionale, delle seguenti zone umide:

Nome della località	Regione	Provincia	Comune	Superficie (Ha)
26) Saline di Margherita di Savoia	Puglia	Foggia	Margherita di Savoia - Zapponeta - Trinitapoli - Cerignola	3.871 ca
27) Lago di Tovel	Trentino-Alto Adige	Trento	Tuenno	37 ca
28) Torre Guaceto	Puglia	Brindisi	Brindisi - Carovigno	940 ca
29) Valle di Gorino e territori limitrofi	Emilia-Romagna	Ferrara	Goro	1.330 ca
30) Valle Bertuzzi e specchi d'acqua limitrofi	Emilia-Romagna	Ferrara	Codigoro	3.100 ca
31) Valli residue del comprensorio di Comacchio (Fattibello Fossa di Porto, Campo, Lido di Magnavacca ed altri minori)	Emilia-Romagna	Ferrara Ravenna	Comacchio - Argenta - Ravenna	13.500
32) Pialassa della Baiona e territori limitrofi	Emilia-Romagna	Ravenna	Ravenna	1.630 ca
33) Ortazzo e territori limitrofi	Emilia-Romagna	Ravenna	Ravenna	440
34) Saline di Cervia	Emilia-Romagna	Ravenna	Cervia	785

Nota: La zona elencata al n. 1 denominata Lago di Mezzola è stata sostituita dalla zona denominata Lago di Mezzola-Pian di Spagna di Ha 1.740.

(5819)

Sostituzione del presidente della commissione elettorale circoscrizionale per l'interno per le elezioni dei rappresentanti del personale nelle commissioni d'avanzamento del Ministero degli affari esteri.

Con decreto ministeriale 10 ottobre 1981 il dott. Tommaso Troise, consigliere d'ambasciata, è stato designato presidente della commissione elettorale circoscrizionale per l'interno per le elezioni dei rappresentanti del personale nelle commissioni d'avanzamento del Ministero degli affari esteri in sostituzione del consigliere di legazione Ermanno Squadrilli.

(6024)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Provvedimenti concernenti il trattamento straordinario di integrazione salariale

Con decreto ministeriale 1° ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Manifatture cotoniere meridionali, con sede in Salerno, è prolungata al 28 giugno 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 1° ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Montebianco Sud di Frosinone è prolungata al 12 luglio 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 1° ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Laboratorio scuola S. Benedetto, con stabilimento in Subiaco (Roma), è prolungata al 27 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 1° ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Sintergres Italy, con sede in Biella e stabilimento di Pisa, è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 9 febbraio 1981 al 9 agosto 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 1° ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Fratelli Borletti, con sede in Milano e stabilimenti in Milano, Sedriano, Corbetta, S. Giorgio su Legnano e Canegrate, è prolungata al 5 ottobre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 2 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Fratelli Borletti, con sede in Milano e stabilimenti in Milano, Sedriano, Corbetta, S. Giorgio su Legnano e Canegrate, è prolungata al 3 gennaio 1982. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 2 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Giuliana di Rovigo, è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 2 febbraio 1981 al 2 agosto 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento di integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 2 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Monti e Martini, con sede in Milano e stabilimento in Melegnano (Milano), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dall'11 maggio 1981 all'8 novembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 2 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta Manifattura Grober S.p.a., con sede e stabilimento in Varallo Sesia (Vercelli), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 3 novembre 1980 al 3 maggio 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 3 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta Manifattura Grober S.p.a., con sede e stabilimento in Varallo Sesia (Vercelli), è prolungata al 2 agosto 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 2 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. I.F.M. - Stilgamma di Roma, è prolungata al 28 marzo 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 3 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. I.F.M. - Stilgamma di Roma, è prolungata al 28 giugno 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 3 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta S.p.a. S.A.I.F.E.C.S., con sede in Milano e stabilimento in San Giovanni Lupatoto (Verona), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 1° marzo 1981 al 30 agosto 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 3 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta S.p.a. Gaetano Santaniello di Napoli, è prolungata al 6 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 3 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta Sice S.r.l. di Viterbo, è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 12 gennaio 1981 al 12 luglio 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 3 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta Gomma tecnica di C. Ruggiero di Coperchia di Pellezzano (Salerno), è prolungata al 13 dicembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 3 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Filatura di Caerano di Caerano S. Marco, è prolungata al 14 giugno 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 5 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Acciaierie e ferriere lombarde Falk, con sede in Milano stabilimento di Dongo (Como), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 22 giugno 1981 al 20 dicembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

Con decreto ministeriale 5 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla Ditta S.p.a. Indesit, con sede legale in Rivalta Torinese (Torino) e stabilimenti in Orbassano (Torino), None (Torino) e Teverola (Caserta), è prolungata al 13 dicembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 5 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta S.p.a. Geri di Roma, è prolungata al 12 ottobre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 6 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Geri di Roma, è prolungata al 10 gennaio 1982. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 6 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Caber Italia, con sede in Montebelluna (Treviso), stabilimento di Gordona (Sondrio), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dall'11 maggio 1981 all'8 novembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 7 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Centro siderurgico adriatico, con sede in Centobuchi di Montepradone (Ascoli Piceno), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 9 marzo 1981 al 6 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 7 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Albari in liquidazione di Bari, è prolungata al 4 ottobre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 7 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta Lavis di S. Egidio alla Vibrata (Teramo), è prolungata al 13 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 7 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Nuova Asca di Roma, è prolungata al 31 gennaio 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 7 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dai depositi di Milano e Monza della S.p.a. Unidal in liquidazione, con sede in Milano, è prolungata al 27 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati. L'ambito territoriale di efficacia del presente decreto, ai sensi e per gli effetti dell'art. 25 della legge 12 agosto 1977, n. 675, è individuato nella provincia di Milano.

Con decreto ministeriale 7 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dallo stabilimento di Segrate Milanese della S.p.a. Unidal in liquidazione, con sede in Milano, è prolungata al 27 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati. L'ambito territoriale di efficacia del decreto, ai sensi e per gli effetti dell'art. 25 della legge 12 agosto 1977, n. 675, è individuato nella provincia di Milano.

Con decreto ministeriale 8 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Unidal in liquidazione, con sede in Milano, addetti alle unità organiche esercenti la commercializzazione del prodotto aziendale ubicate in Milano e provincia, è prolungata al 27 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati. L'ambito territoriale di efficacia ai sensi e per gli effetti dell'art. 25 della legge 12 agosto 1977, n. 675, è individuato nella provincia di Milano.

Con decreto ministeriale 8 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Unidal in liquidazione, con sede in Milano, addetti alle unità organiche esercenti la commercializzazione del prodotto aziendale ubicate in Roma, è prolungata al 27 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'ambito territoriale di efficacia del presente decreto, ai sensi e per gli effetti dell'art. 25 della legge 12 agosto 1977, n. 675, è individuato nel comune di Roma.

Con decreto ministeriale 8 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dallo stabilimento di Milano, via Silva n. 36 della S.p.a. Unidal in liquidazione, è prolungata al 24 gennaio 1982. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

Con decreto ministeriale 9 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dai depositi di Palermo e Catania della S.p.a. Unidal in liquidazione, con sede in Milano, è prolungata al 27 settembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

Con decreto ministeriale 8 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Euteco manutenzioni stabilimento di Lametia Terme (Catanzaro), è prolungata all'11 ottobre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 8 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta Sapitalia, con sede in Bernalda (Matera), è prolungata al 28 giugno 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 8 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Teksid, con sede in Torino stabilimenti ed uffici delle Fonderie Ghisa di Torino, delle Fonderie Ghisa di Carmagnola (Torino), delle Fucine di Torino e della trasformazione di Avigliana (Torino), è prolungata al 3 gennaio 1982. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

Con decreto ministeriale 8 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Fiat auto, con sede in Torino e stabilimenti di produzione ed uffici, rete di vendita e relative filiali in tutta Italia, è prolungata al 3 gennaio 1982. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

Con decreto ministeriale 9 ottobre 1981 la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Vabco trafili, con sede in Torbole Casaglia (Brescia) e stabilimento a Vimodrone (Milano), è prolungata al 26 aprile 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 16 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Società ceramica italiana Pozzi Richard Ginori, con sede in Milano, stabilimento di Corsico (Milano), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 15 giugno 1981 al 13 dicembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Con decreto ministeriale 16 ottobre 1981 in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Società ceramica italiana Pozzi Richard Ginori, con sede in Milano, stabilimento di Gaeta (Latina), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 15 giugno 1981 al 13 dicembre 1981. Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675. L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento d'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

(6036)

Ricostituzione del comitato per il coordinamento della partecipazione italiana alle attività del Fondo sociale europeo.

Con decreto ministeriale 15 settembre 1981 è stato ricostituito il comitato per il coordinamento della partecipazione italiana alle attività del Fondo sociale europeo.

(6116)

MINISTERO DELLE FINANZE

Concessione di dilazione nel versamento delle entrate al titolare dell'esattoria comunale delle imposte dirette di Casalvelino.

Con decreto ministeriale 2 settembre 1981 al titolare della esattoria comunale delle imposte dirette di Casalvelino è concessa dilazione, ai sensi del secondo comma dell'art. 58 del testo unico delle leggi sui servizi della riscossione delle imposte dirette, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 15 maggio 1963, n. 858, così come sostituito dall'art. 2 della legge 28 febbraio 1980, n. 46, fino alla scadenza della rata di settembre 1982, nel versamento delle entrate per l'ammontare di L. 23.012.588 corrispondente, al netto dell'aggio dell'esattore, al carico di L. 24.177.967 iscritto a ruolo a nome dei contribuenti Diego Tortorella, Maria Sicignano e Gennaro Cammarota.

Resta fermo per l'esattore l'obbligo di esperire tutti gli atti dovuti per la riscossione dell'anzidetto carico e di provvedere al versamento, entro dieci giorni, delle somme riscosse. L'intendente di finanza di Salerno darà attuazione, con apposito provvedimento, al predetto decreto e provvederà ad ogni ulteriore adempimento nonché alla revoca o riduzione della dilazione concessa in relazione alle riscossioni effettuate ed agli sgravi di imposta accordati al contribuente.

(6038)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Autorizzazione all'Università degli studi di Firenze ad accettare una donazione

Con decreto del prefetto della provincia di Firenze 11 agosto 1981 l'Università degli studi di Firenze è stata autorizzata ad accettare la donazione di L. 760.958 disposta in suo favore dalla prof.ssa Françoise Aubert affinché venga destinata all'istituto linguistico della facoltà di economia e commercio.

(6080)

Autorizzazione all'Università degli studi di Padova ad accettare due donazioni

Con decreto del prefetto della provincia di Padova 26 giugno 1981, n. 1917/81 Div. A/2, l'Università degli studi di Padova e stata autorizzata ad accettare dalla ditta « Farmitalia - Carlo Erba » di Milano, la donazione di un calcolatore « Texas Istruments TI-59 » del valore commerciale di L. 700.000 da installare presso la facoltà di medicina e chirurgia - clinica medica I - cattedra di reumatologia della predetta Università.

Con decreto del prefetto della provincia di Padova 26 giugno 1981, n. 1918/81 Div. A/2, l'Università degli studi di Padova è stata autorizzata ad accettare dalla ditta « Farmitalia - Carlo Erba » di Milano, la donazione di una microelettrobilancia e di un apparecchio « ionizing unit », del valore commerciale complessivo di L. 4.390.000, da installare presso la divisione di gerontologia e malattie del ricambio dell'istituto di medicina clinica della predetta Università.

(6081)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Autorizzazione all'ampliamento del magazzino generale del porto di Ravenna esercitato dalla S.p.a. Setramar di Ravenna.

Con decreto 25 giugno 1981 del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, di concerto con il Ministro delle finanze, la S.p.a. Setramar, in Ravenna, via Classicana n. 95, è stata autorizzata ad ampliare il magazzino generale esercitato nel porto di Ravenna, con due capannoni metallici e due pensiline, individuati in planimetria generale con il colore giallo, della superficie complessiva di mq 12.000. Detti impianti, che risultano comunque meglio descritti nei disegni planimetrici e nella relazione tecnica agli atti, saranno adibiti al deposito di cereali, farine, rinfuse in genere ed altre merci, con caratteristiche omogenee, in grosse partite facilmente riconoscibili, allo stato nazionale, nazionalizzato ed estero. Per le operazioni di deposito effettuate in dipendenza dell'autorizzazione di cui sopra, si applicano il regolamento e le tariffe in vigore per il magazzino generale. L'ammontare del deposito cauzionale che la S.p.a. Setramar è tenuta a prestare per l'esercizio del magazzino generale è stabilito in L. 40.000.000, salvo successive determinazioni. La camera di commercio, industria, artigianato e agricoltura di Ravenna e incaricata dell'esecuzione del predetto decreto.

(5944)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Riconoscimento della S.p.a. Gruppo industriale alimentare « Tenuta » ad esercitare il ruolo e le funzioni di « organismo ammassatore » di fichi secchi ed uve secche.

Con decreto ministeriale 12 ottobre 1981 è stata riconosciuta la S.p.a. Gruppo industriale alimentare « Tenuta » - GIAT, ai sensi e per gli effetti del regolamento (CEE) n. 2425/81 della commissione del 20 agosto 1981, in particolare dell'art. 7, ad esercitare il ruolo e le funzioni di « organismo ammassatore » di fichi secchi ed uve secche.

E' fatto obbligo alla società GIAT, come sopra specificata, di impegnarsi a praticare prezzi conformi, secondo il caso, alle disposizioni degli articoli 4 e 6 del regolamento (CEE) n. 2194/81 del Consiglio del 27 luglio 1981 per i prodotti acquistati o venduti rispettivamente in virtù dei contratti *B* e *C* specificati in art. 1 del regolamento (CEE) n. 2425/81 della commissione del 20 agosto 1981.

Il mancato rispetto dell'impegno di cui al precedente comma ovvero la eventualità che uno dei requisiti prescritti dal decreto ministeriale 9 settembre 1981 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 256 del 17 settembre 1981 e dal regolamento (CEE) n. 2425/81 della commissione del 20 agosto 1981, art. 7, venga meno, costituiscono per la rispettiva loro parte di rilevanza, decadenza immediata della società in causa (GIAT) dal ruolo e dalle funzioni di « organismo ammassatore ».

(6097)

MINISTERO DEL TESORO

Smarrimento di titoli nominativi di debito pubblico

(Legge 6 agosto 1966, n. 651)

(*Unica pubblicazione*) Elenco n. 8

E' stata denunziata la perdita del certificato nominativo appresso indicato ed è stata fatta domanda a questa Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, venga rilasciato il corrispondente nuovo certificato:

certificato nominativo prestito ricostruzione 3,50 %, serie 28 n. 40290 di nominali L. 50.000 intestato a Macaluso Vincenzo nato a Termini Imerese (Palermo) il 1° agosto 1922, ivi domiciliato.

Annotazione: Ipotecato per la cauzione dovuta dal titolare quale ufficiale giudiziario presso il tribunale di Termini Imerese (Palermo), estensibile a qualsiasi altro tribunale, corte d'appello e Corte di cassazione, cui fosse in avvenire destinato, giusta domanda registrata a Termini Imerese il 10 luglio 1967 al n. 2087, vol. 97.

Entro sei mesi dalla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, chiunque dimostri di avervi interesse può ottenere la sospensione del pagamento degli interessi sul nuovo titolo osservando le formalità prescritte dalla suddetta legge.

(6077)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Cessazione dell'amministrazione straordinaria della Banca Gatto & Porpora, società per azioni, in Pagani

Si dà notizia, ai sensi dell'art. 64 primo comma del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni, che in data 15 settembre 1981 è venuta a cessare l'amministrazione straordinaria alla quale venne sottoposta la Banca Gatto & Porpora, società per azioni, con sede legale in Pagani (Salerno), disposta con decreto del Ministro del tesoro 31 luglio 1980, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 219 dell'11 agosto 1980.

(6082)

PREFETTURA DI TRIESTE

Ripristino di cognome nella forma originaria

Con decreto prefettizio 29 settembre 1981 il decreto del prefetto di Pola 27 dicembre 1933, n. M. 1876, con il quale il cognome del sig. Giovanni Matelich, nato a Materada di Umago il 24 dicembre 1902, venne ridotto nella forma italiana di « Mattelli », a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, convertito in legge 24 maggio 1926, n. 898, è stato revocato, in seguito ad istanza prodotta in data 18 settembre 1981, corredata dalla prescritta documentazione, per quanto riguarda gli effetti nei confronti del sig. Emilio Mattelli, figlio di Giovanni, il cui cognome è restituito, pertanto, nella forma originaria di « Matelich ». Il sindaco di Trieste è incaricato di provvedere a tutti gli adempimenti di cui al decreto ministeriale 5 agosto 1926 e alla notificazione del predetto decreto prefettizio all'interessato.

(6047)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA

Concorso, per esami, a cinque posti di sottotenente di vascello (AN) in servizio permanente effettivo nel ruolo normale del Corpo delle armi navali.

IL MINISTRO DELLA DIFESA

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, e successive modificazioni concernenti l'ordinamento della Marina militare;

Visto l'art. 4 del regio decreto 4 aprile 1939, n. 902, « Composizione delle commissioni esaminatrici per il reclutamento e l'avanzamento in alcuni corpi militari della Marina militare »;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, concernente le norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, « Testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato »;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, « Norme di esecuzione del testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato »;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 31 gennaio 1960, n. 53, « Riordinamento degli studi della facoltà di ingegneria »;

Vista la legge 14 novembre 1962, n. 1591, concernente modifiche agli organici degli ufficiali in servizio permanente effettivo del Corpo delle armi navali;

Vista la legge 9 febbraio 1963, n. 66, « Ammissione della donna ai pubblici uffici ed alle professioni »;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, « Riordinamento delle carriere degli impiegati civili dello Stato »;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 15 ottobre 1976, « Titoli di studio per l'ammissione ai concorsi per il reclutamento di ufficiali in servizio permanente effettivo a nomina diretta e del ruolo speciale della Marina militare »;

Vista la legge 11 luglio 1978, n. 382, « Norme di principio sulla disciplina militare »;

Vista la legge 11 luglio 1980, n. 312, « Nuovo assetto retributivo-funzionale del personale civile e militare dello Stato »;

Visto il decreto ministeriale 16 aprile 1981, con cui sono stati stabiliti i titoli di studio per l'ammissione ai vari Corpi della Marina militare;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso, per esami, a cinque posti di sottotenente di vascello (AN) in servizio permanente effettivo nel ruolo normale del Corpo delle armi navali.

Le prove scritte avranno luogo presso l'Accademia navale di Livorno nei giorni 16 *e* 17 *febbraio* 1982.

Art. 2.

Potranno essere ammessi al concorso i cittadini italiani di sesso maschile provvisti di laurea in: fisica, ingegneria aeronautica, ingegneria chimica, ingegneria elettronica, ingegneria elettrotecnica, ingegneria meccanica, ingegneria navale-meccanica.

Art. 3.

I concorrenti dovranno possedere i seguenti requisiti:

aver compiuto il 20° anno di età e non aver superato il 28° anno di età alla data di scadenza del termine di presentazione delle domande stabilito al successivo art. 6;

risultare di buona condotta;

possedere l'attitudine psichica e fisica indicata nel successivo art. 4;

non essere stati prosciolti da precedente arruolamento volontario in Marina od in altre Forze armate e non aver cessato di appartenere all'Accademia navale per motivi disciplinari.

Art. 4.

L'attitudine psichica e fisica richiesta è quella risultante dall'« Elenco delle imperfezioni e delle infermità che sono causa di non idoneità al servizio militare », approvato con decreto del Presidente della Repubblica 28 maggio 1964, n. 496, integrato dai seguenti requisiti particolari:

a) *Dati somatici.*

La statura non deve essere inferiore a m. 1,63; statura, perimetro toracico e peso corporeo devono essere tra loro in conveniente rapporto così da dare sicuro affidamento dell'indice di robustezza armonica del soggetto;

b) *Esame oculistico.*

L'acutezza visiva deve essere non inferiore a 9/10 in un occhio e 7/10 nell'altro, dopo corretto con lenti tollerate l'eventuale vizio di rifrazione non dovrà superare i seguenti limiti:

miopia e ipermetropia: 3,5 diottrie, anche in un solo occhio;

astigmatismo regolare miopico o ipermetropico: 3,5 diottrie in uno degli assi principali, anche in un solo occhio;

astigmatismo misto: 3,5 diottrie quale somma dell'astigmatismo miopico ed ipermetropico, anche in un solo occhio;

l'anisometropia sferica o astigmatica: 2,5 diottrie.

Il senso cromatico, da accertarsi con le tavole pseudoisocromatiche, deve essere normale. Saranno sottoposti ad esame schiascopico, in paralisi accomodativa, solo quei concorrenti che siano al limite della idoneità o nei quali si sospetti uno spasmo accomodativo.

Tutte le malattie dell'occhio e degli annessi manifestamente croniche o di lunga durata ed incerta cura e gli strabismi manifesti sono causa di inidoneità.

c) *Esame otorinolaringoiatrico.*

E' richiesta una completa integrità anatomica e funzionale dell'apparato otorinolaringoiatrico.

L'acuità auditiva audiometricamente valutata su ciascun orecchio non dovrà di massima presentare sulla soglia media normale perdite superiori a 20 db per le frequenze da 250 a 4000 Hz ed a 30 db per le frequenze più elevate; essa dovrà comunque essere tale da consentire il corretto ascolto della voce bisbigliata alla distanza di 5 metri. Sono causa d'inabilità, tra l'altro:

tutte le malattie organiche anche di un solo orecchio ed i loro esiti che compromettano l'integrità dell'organo;

le imperfezioni e gli esiti di malattie croniche del rinofaringe che inducano gravi deformità o disturbi funzionali;

i disturbi della parola, anche se lievi (balbuzie, dislalia, disartria).

L'accertamento dell'attitudine psichica e fisica sarà effettuato da apposita commissione presso un ente sanitario della Marina militare. Contro il risultato di tale visita non sono ammessi ricorsi, né domande di visite superiori.

Art. 5.

I limiti di età stabiliti nel precedente art. 3 sono elevati per le categorie di candidati a cui favore leggi speciali prevedono deroghe. Comunque il limite massimo non può superare, anche in caso di cumulo di benefici, i quaranta anni di età alla data di scadenza del termine stabilito per la presentazione delle domande di ammissione.

Il diritto ai benefici previsti dal presente articolo deve essere dimostrato dai concorrenti con idonea documentazione che dovrà essere allegata alla domanda.

Art. 6.

Le domande di ammissione al concorso, redatte in carta legale, conformi all'allegato *A*, devono essere presentate al Ministero della difesa - Direzione generale per il personale militare della Marina - 1ª Divisione, entro trenta giorni a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Qualora il candidato abbia diritto ad aumenti dei limiti di età, dovrà farne menzione nella domanda di ammissione al concorso citando le leggi che danno diritto al titolo.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Alla domanda deve essere unito un foglio di carta legale sul quale il candidato deve applicare una propria fotografia formato tessera a mezzo busto, su fondo bianco, di data recente e deve apporre la propria firma. La firma e la fotografia debbono essere autenticate da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Per i dipendenti statali è sufficiente, su ambedue i documenti, il visto del capo dell'ufficio nel quale essi prestano servizio.

Art. 7.

Il Ministro della difesa può, con provvedimento motivato, escludere in ogni momento dal concorso qualsiasi candidato che non venisse ritenuto in possesso dei requisiti prescritti per essere ammesso a prestare servizio in qualità di ufficiale in servizio permanente effettivo nel ruolo normale del Corpo delle armi navali.

Art. 8.

La commissione esaminatrice sarà nominata dal Ministro della difesa con successivo provvedimento. Essa sarà composta come segue:

Presidente:

un ammiraglio o un pari grado del Corpo delle armi navali.

Membri:

un ufficiale superiore delle Armi navali di grado non inferiore a capitano di fregata o, qualora il presidente appartenga al Corpo di stato maggiore, un ammiraglio del Corpo delle armi navali;

un ufficiale superiore dello stato maggiore della Marina di grado non inferiore a capitano di fregata;

due professori universitari della facoltà di ingegneria.

Segretario (senza voto):

un funzionario della carriera direttiva amministrativa del Ministero della difesa.

Per gli esami di materie tecniche e per gli esami facoltativi di lingue estere saranno aggregati alla commissione, con diritto di voto, per le sole relative prove, professori di grado universitario.

Art. 9.

Gli esami di concorso constano di due prove scritte e di un colloquio sulle materie indicate nel programma in allegato *B* al presente decreto.

Le due prove scritte si svolgeranno in giorni diversi. Per ciascuna prova la commissione avrà formulato preventivamente, in adunanza segreta, tre temi e li avrà chiusi in pieghi sigillati. Prima dell'inizio della prova uno dei candidati sarà invitato a scegliere, mediante sorteggio, il tema da svolgere.

Durante lo svolgimento delle prove scritte i candidati non potranno comunicare fra loro e con persone estranee alla Commissione, né consultare libri o manoscritti, salvo i formulari che la Commissione ritenesse porre a loro disposizione.

Chi contravverrà alle suddette disposizioni sarà escluso dagli esami.

Nelle prove orali il candidato dovrà sostenere tutte le prove obbligatorie indicate nella lettera *a*) dell'allegato *B* e due prove a sua scelta tra le materie elencate nella lettera *b*) del suddetto allegato.

Le interrogazioni riguardano principalmente applicazioni a casi pratici dei principi teorici. Non saranno richieste dimostrazioni dei principi teorici stessi, ma semplici enunciazioni ed il candidato potrà avvalersi, anche per l'esame orale e per la parte applicativa, di un formulario posto a sua disposizione dal presidente della commissione.

Scopo del colloquio è quello di mettere la commissione in grado di giudicare circa la preparazione culturale e la capacità di realizzazione applicativa del candidato evitando qualsiasi riferimento a discussione ed argomenti che rimangono nel campo della sola teoria.

La durata massima dell'esame orale, è stabilita in due ore e mezzo.

I concorrenti potranno sostenere anche delle prove orali facoltative di lingue estere (inglese, francese e tedesco).

Art. 10.

La classifica degli idonei sarà fatta per ordine di merito come risulterà dai punti ottenuti nelle prove obbligatorie ed a parità di merito si applicheranno, per quanto non in contrasto con il presente decreto, le disposizioni di cui all'art. 5 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

A tal fine i concorrenti che avranno superato il colloquio dovranno far pervenire al Ministero della difesa - Direzione generale per il personale militare della Marina - 1ª Divisione, nel termine di venti giorni da quello della comunicazione, i documenti in regola con il bollo, atti a comprovare gli eventuali titoli di precedenza o di preferenza nella nomina.

Art. 11.

I candidati utilmente collocati in graduatoria saranno invitati dal Ministero a far pervenire, entro il termine di venti giorni dalla data di ricezione della lettera raccomandata con ricevuta di ritorno con la quale viene fatta la comunicazione, i seguenti documenti in carta legale:

a) certificato di cittadinanza italiana;

b) certificato di godimento dei diritti politici;

c) estratto per riassunto del registro degli atti di nascita (*non* certificato di nascita);

d) certificato di stato libero; se trattasi di ammogliato, stato di famiglia;

e) certificato generale del casellario giudiziale;

f) documento attestante la posizione militare del concorrente (copia dello stato di servizio o estratto matricolare per gli ufficiali; copia del foglio matricolare o estratto matricolare per i sottufficiali ed i militari; certificato di esito di leva per i rivedibili ed i riformati);

g) originale o copia autenticata ai sensi dell'art. 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, di uno dei titoli di studio indicati nel precedente art. 2.

I documenti indicati nelle lettere *a*), *b*), *d*) ed *e*) dovranno essere non anteriori a tre mesi prima della data della richiesta da parte del Ministero di cui al primo comma del presente articolo.

I concorrenti ufficiali di complemento in servizio temporaneo o impiegati dello Stato di ruolo in servizio, sono esonerati dall'obbligo di presentare i documenti di cui alle lettere *a*), *b*) ed *e*), salvo l'obbligo di dimostrare, con apposito documento rilasciato dalle competenti autorità, l'attuale posizione di ufficiale o impiegato in servizio.

Non è ammesso fare riferimento a documenti presentati presso altre Amministrazioni dello Stato.

La mancata presentazione dei previsti documenti entro i termini fissati dal presente bando, costituisce motivo di esclusione dal decreto di nomina.

L'amministrazione si riserva la facoltà di concedere un ulteriore termine per la regolarizzazione dei documenti presentati che non fossero conformi alle prescrizioni del bando.

Art. 12.

Per ottenere la nomina a sottotenente di vascello (AN) i vincitori del concorso dovranno contrarre arruolamento volontario nel Corpo equipaggi militari marittimi, con ferma di anni sei a decorrere dalla nomina stessa.

Art. 13.

I vincitori del concorso saranno nominati sottotenenti di vascello (AN) in servizio permanente effettivo nel ruolo normale del Corpo delle armi navali e seguiranno un corso di integrazione tecnico-professionale e di istruzione militare e marinaresca presso l'Accademia navale di Livorno.

Art. 14.

I candidati, per tutti i viaggi in ferrovia che sono tenuti a compiere per effetto della loro convocazione alle varie prove del concorso, avranno diritto al beneficio della tariffa militare, in aderenza a quanto previsto dal decreto interministeriale 24 giugno 1959, n. 5795, art. 13, punto II, lettera *e*).

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 23 settembre 1981

Il Ministro: LAGORIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *ottobre* 1981
Registro n. 31 *Difesa, foglio n.* 103

ALLEGATO *A*

(Modello in carta legale)

Al Ministero della difesa - Direzione generale per il personale militare della Marina - 1ª Divisione reclutamento - 1ª Sezione - 00196 ROMA

Io sottoscritto . . . . nato a . . . . (provincia di . . . .) il . . . appartenente al distretto militare (o capitaneria di porto di . . . . .) residente a (1) . . . (provincia di . . . . .) (c.a.p. . . .) via . . . chiedo di essere ammesso al concorso, per esami, a cinque posti di sottotenente di vascello (AN) in servizio permanente effettivo - ruolo normale - nel Corpo delle armi navali, di cui alla *Gazzetta Ufficiale* n. 291 del 22 ottobre 1981.

All'uopo dichiaro sotto la mia responsabilità:

di essere cittadino italiano;

di essere celibe (o ammogliato con o senza prole, o vedovo con o senza prole) (2);

di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di . . . . (3);

di non aver riportato condanne penali, e di non aver procedimenti penali in corso (4);

di essere in possesso del seguente titolo di studio . . . . conseguito presso l'Università degli studi di . . . . . . nell'anno accademico . . con la votazione di . . .;

di trovarmi nella seguente posizione militare: (5) . . . .;

con riguardo ai limiti di età di aver titolo ai seguenti benefici per i quali allego la seguente documentazione . . . . (6).

Dichiaro altresì di voler sostenere gli esami facoltativi sulle seguenti lingue estere (inglese, francese, tedesco).

Allego una fotografia applicata su carta da bollo da L. 2.000, con firma autenticata.

Il mio recapito ai fini della corrispondenza relativa al presente concorso è . . . (7).

. . . ., li . . . .
(data)

Firma . . .
(per esteso cognome e nome leggibili)

Visto per l'autenticità della firma . . . . (8).

---

(1) Luogo di residenza; qualora la residenza della famiglia del concorrente non corrisponde con la residenza del concorrente stesso, occorre precisare anche il recapito della famiglia.

(2) Specificare il numero dei figli viventi.

(3) In caso di non iscrizione o cancellazione, indicare i motivi.

(4) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emanato. Indicare anche i procedimenti penali in corso, specificando l'autorità che procede.

(5) Indicare se l'aspirante abbia soddisfatto o meno agli obblighi di leva ed in caso affermativo specificare l'Arma ed il Corpo di appartenenza. In caso negativo specificare i motivi, precisando se sia stato giudicato «rivedibile» o «riformato» alla visita medica di leva.

(6) Citare l'articolo della legge che dà diritto al beneficio ed allegare un documento atto a dimostrare l'esistenza delle condizioni invocate.

(7) Ogni eventuale successiva variazione deve essere tempestivamente comunicata al fine di evitare ritardi nella ricezione della corrispondenza relativa al concorso.

(8) Firma del segretario comunale del comune di residenza del concorrente, o di un notaio. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo ufficio, per i militari in servizio è sufficiente il visto del comandante del Corpo.

ALLEGATO

PROGRAMMA DI ESAME DI CONCORSO PER LA NOMIN AD UFFICIALE IN SERVIZIO PERMANENTE EFFETTIV DEL RUOLO NORMALE NEL CORPO DELLE ARMI NAVAL

Numero	MATERIA DI ESAME	Durata massima dell'esame per ogni prova	Coefficiente d'impo tanza
	ESAMI SCRITTI (1)		
1	Svolgimento di un tema di analisi matematica	8 ore	3
2	Svolgimento di un tema pratico di elettrotecnica generale	8 ore	3
	ESAMI ORALI (2)		
	a) *Obbligatori*		
3	Discussione delle due prove scritte	30 min.	3
4	Analisi matematica	30 min.	3
5	Elettrotecnica generale	30 min.	3
	b) *A scelta*		
6	Scienza delle costruzioni	30 min.	2
7	Meccanica applicata alle macchine	30 min.	2
8	Costruzioni di macchine	30 min.	2
9	Aerodinamica	30 min.	2
10	Controlli automatici	30 min.	2
11	Fisica tecnica	30 min.	2
12	Elettronica applicata	30 min.	2
13	Comunicazioni elettriche	30 min.	2
14	Misure elettroniche	30 min.	2
15	Campi elettromagnetici e circuiti	30 min.	2
16	Chimica applicata	30 min.	2
17	Macchine elettriche	30 min.	2
18	Misure elettriche	30 min.	2
	c) *Facoltativi* (3)		
19	Lingua straniera (inglese, francese o tedesco)	30 min.	1

---

(1) Le due prove riguardano lo svolgimento di temi argomenti compresi nel programma.

(2) I concorrenti dovranno sostenere tutte le prove obl gatorie indicate nella lettera *a*) e due prove, a loro scel tra le materie elencate nella lettera *b*).

(3) Il candidato dovrà tradurre dall'italiano e parlare c rentemente la lingua prescelta. Il punteggio della prova, p sommandosi a quello delle altre materie, influirà esclusi mente sulla graduatoria dei vincitori.

(6087)

MINISTERO DELL'INTERNO

Concorso, per titoli, per la nomina del segretario generale di classe 1ª/A del comune di Padova

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Considerato che con decreto ministeriale 7 gennaio 1980, è stato indetto, tra l'altro, il concorso per il posto di segretario generale di classe 1ª/B del comune di Padova;

Considerato che con successivo decreto ministeriale 13 luglio 1981 è stato assegnato al comune di Padova, ai sensi dello art. 1 della legge 8 giugno 1962, n. 604, un segretario di qualifica superiore, ovverosia della classe 1ª/A;

Ritenuto pertanto necessario annullare il decreto ministeriale 7 gennaio 1980 nella parte con cui è stato indetto un concorso per l'assegnazione di un segretario di classe 1ª/B al comune di Padova ed indire un nuovo concorso per l'assegnazione di un segretario della classe 1ª/A alla sopraindicata sede;

Visto l'art. 11 del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1954, n. 368, concernente la documentazione nei pubblici concorsi, e successive modificazioni;

Decreta:

Art. 1.

E' annullato il decreto ministeriale 7 gennaio 1980 nella parte con cui è stato indetto il concorso per il posto di segretario generale della classe 1ª/B del comune di Padova.

E' indetto un concorso per il posto di segretario generale della classe 1ª/A dello stesso comune.

Art. 2.

Sono ammessi a concorrere i segretari comunali generali di 1ª classe, i segretari provinciali e i vice segretari dei comuni e delle province in possesso dei requisiti di cui agli articoli 11 e 14 del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749.

Art. 3.

Per partecipare al concorso i candidati devono far pervenire al Ministero dell'interno - Direzione generale della amministrazione civile, non oltre il 10 dicembre 1981, una domanda corredata dalla ricevuta di versamento, a mezzo vaglia postale, della tassa di concorso di L. 1.000 (mille) a favore dell'amministrazione comunale di Padova con l'indicazione della causale del versamento.

Le domande si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite per raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato.

A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Art. 4.

Ai sensi della nota marginale all'art. 5 della tariffa annessa al decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 642, le domande dei candidati segretari generali comunali e provinciali sono esenti da bollo.

Le domande dei vice segretari vanno invece redatte in competente carta da bollo.

Sono in ogni caso soggetti a bollo tutti i documenti prodotti a corredo delle domande.

Art. 5.

I candidati devono accludere alla domanda tutti i titoli di studio e di servizio e le eventuali pubblicazioni che ritengono di produrre nel proprio interesse, allegando una distinta dei titoli stessi in duplice copia.

I candidati vice segretari comunali o provinciali devono produrre inoltre:

1) un certificato rilasciato dal sindaco ovvero dal presidente della giunta provinciale dal quale risulti il posto di organico ricoperto e lo stato di servizio con le qualifiche riportate negli anni di servizio prestato in qualità di vice segretario;

2) copia del regolamento organico con la relativa pianta;

3) originale o copia autenticata ai sensi dell'art. 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, di uno dei diplomi di laurea indicati dall'art. 1, quarto comma, n. 5, del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749, o di qualunque altro diploma di laurea dichiarato per legge equipollente.

La firma in calce alla domanda dei candidati vice segretari dev'essere autenticata da notaio, segretario comunale o altro pubblico ufficiale fra quelli indicati dall'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

Art. 6.

I candidati che abbiano partecipato ai concorsi per la nomina a segretario generale della classe 1°/A e 1ª/B e a segretario generale di 2ª classe, indetti in precedenza, potranno astenersi dall'allegare nuovamente i titoli, limitandosi a far richiamo all'istanza alla quale erano allegati ed unendo alle domande di partecipazione ai concorsi di cui al presente bando gli elenchi completi, in carta semplice, dei titoli stessi.

Non saranno presi in considerazione eventuali riferimenti a documenti allegati ad istanze per la partecipazione ai concorsi indetti da questa o da altra amministrazione che non siano quelli espressamente indicati nel precedente comma.

Roma, addì 19 ottobre 1981

p. *Il Ministro*: CORDER

(6118)

Concorsi, per titoli, per la nomina di segretari generali di classe 1ª/A e 1ª/B

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Considerato che si sono rese vacanti le segreterie generali delle province di Venezia della classe 1ª/A e di Salerno e Como della classe 1ª /B, nonché quelle dei comuni di Genova della classe 1ª/A e di Carrara della classe 1ª/B;

Considerata, pertanto, la necessità di indire i concorsi per la nomina dei segretari titolari;

Visti gli articoli 11 e 12 del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1954, n. 368, concernente la documentazione dei pubblici concorsi, e successive modificazioni;

Decreta:

Art. 1.

Sono indetti i concorsi per la nomina dei titolari delle segreterie generali delle province di Venezia della classe 1ª/A e di Salerno e Come della classe 1ª/B, nonché dei comuni di Genova della classe 1ª/A e di Carrara della classe 1ª/B.

Art. 2.

Sono ammessi a concorrere i segretari comunali generali di 1ª e 2ª classe, i segretari provinciali e i vice segretari dei comuni e delle province in possesso dei requisiti di cui agli articoli 11, 12 e 14 del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749.

Art. 3.

Per partecipare ai predetti concorsi i candidati devono far pervenire al Ministero dell'interno - Direzione generale dell'amministrazione civile, non oltre il 10 dicembre 1981, distinte domande corredate dalla ricevuta di versamento, a mezzo vaglia postale, della tassa di concorso di L. 1.000 (mille) a favore dell'amministrazione comunale o provinciale interessata, con l'indicazione della causale del versamento.

Le domande si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite per raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato.

A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Art. 4.

Ai sensi della nota marginale dell'art. 5 della tariffa annessa al decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 642, le domande dei candidati segretari comunali e provinciali sono esenti da bollo.

Le domande dei vice segretari vanno invece redatte in competente carta da bollo.

Sono in ogni caso soggetti a bollo tutti i documenti prodotti a corredo della domanda.

Art. 5.

I candidati devono accludere alla domanda tutti i titoli di studio e di servizio e le eventuali pubblicazioni che ritengono di produrre nel proprio interesse, allegando una distinta dei titoli stessi in duplice copia.

I candidati vice segretari comunali o provinciali devono produrre inoltre:

1) un certificato rilasciato dal sindaco ovvero dal presidente della giunta provinciale dal quale risulti il posto di organico ricoperto e lo stato di servizio con le qualifiche riportate negli anni di servizio prestato in qualità di vice segretario;

2) copia del regolamento organico con la relativa pianta;

3) originale o copia autenticata ai sensi dell'art. 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, di uno dei diplomi di laurea indicati dall'art. 1, quarto comma, n. 5, del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749, e di qualunque altro diploma di laurea dichiarato per legge equipollente.

La firma in calce alla domanda dei candidati vice segretari deve essere autenticata da notaio, segretario comunale o altro pubblico ufficiale fra quelli indicati dall'art. 20 della legge 4 gennaio 1968 n. 15.

Art. 6.

I candidati che abbiano partecipato ai concorsi per la nomina a segretario generale della classe 1ª/*A* e 1ª/*B* e a segretario generale di 2ª classe, indetti in precedenza, potranno astenersi dall'allegare nuovamente i titoli, limitandosi a far richiamo all'istanza alla quale erano allegati ed unendo alle domande di partecipazione ai concorsi di cui al presente bando gli elenchi completi, in carta semplice, dei titoli stessi.

Non saranno presi in considerazione eventuali riferimenti a documenti allegati ad istanza per la partecipazione ai concorsi indetti da questa o da altra amministrazione che non siano quelli espressamente indicati nel precedente comma.

Roma, addì 19 ottobre 1981

p. *Il Ministro*: CORDER

(6119)

PROVINCIA DI TRENTO

Stralcio di alcune sedi dal concorso per l'assegnazione delle farmacie vacanti e di nuova istituzione nella provincia

Con deliberazione della giunta provinciale 2 ottobre 1981, n. 12308, è stato approvato lo stralcio delle sedi farmaceutiche di Aldeno e Stenico dal bando di concorso pubblico per titoli ed esami per l'assegnazione delle farmacie vacanti e di nuova istituzione nella provincia di Trento, in quanto i relativi titolari provvisori, ai sensi della legge 28 febbraio 1981, n. 34, hanno ottenuto l'autorizzazione definitiva all'esercizio delle stesse.

L'estratto del bando era stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 167 del 19 giugno 1980.

(6091)

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA, piazza G. Verdi, 10; presso le librerie concessionarie di: BARI, via Sparano, 134 — BOLOGNA, piazza dei Tribunali, 5/F — FIRENZE, via Cavour, 46/r — GENOVA, via XII Ottobre, 172/r — MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3 — NAPOLI, via Chiaia, 5 — PALERMO, via Ruggero Settimo, 37 — ROMA, via del Tritone, 61/A — TORINO, via Roma, 80 e presso le librerie depositarie nei capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato — Direzione Commerciale — Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Piazza G. Verdi, 10). Le suddette librerie concessionarie possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano e accompagnati dal relativo importo.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA - LEGISLATIVA

compresi gli indici mensili ed il fascicolo settimanale della Corte costituzionale, senza supplementi ordinari:

Annuo . . . . **L. 60.000**
Semestrale . . . . **L. 33.000**
Un fascicolo . . . . **L. 350**

abbonamento a tutti i supplementi ordinari, esclusi quelli relativi alle leggi di bilancio e ai rendiconti dello Stato, ai concorsi ed alle specialità medicinali:

Annuo . . . . **L. 22.000**
Semestrale . . . . **L. 12.000**

abbonamento annuale ai supplementi ordinari relativi alle leggi di bilancio ed ai rendiconti dello Stato **L. 25.000**

abbonamento annuale ai supplementi ordinari relativi ai concorsi **L. 20.000**

abbonamento annuale ai supplementi ordinari relativi alle specialità medicinali **L. 8.000**

Supplementi ordinari, per la vendita a fascicoli separati **L. 350** per ogni sedicesimo (sedici pagine) o frazione di esso

Fascicoli di annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA - INSERZIONI

Annuo . . . . **L. 52.000**
Semestrale . . . . **L. 29.000**

Un fascicolo **L. 300** per ogni sedicesimo (sedici pagine) o frazione di esso

Fascicoli di annate arretrate: il doppio

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento e dei fascicoli separati sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione di una fascetta del relativo abbonamento

La Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee è in vendita presso l'agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, piazza G. Verdi n. 10 Roma, e presso le Librerie Concessionarie speciali sopra indicate

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S. (c. m. 411100312910)